

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2327 - LUNDI 8 JUIN 2015

Sondage Les Points

66% des Kinois favorables au dialogue



Joseph Kabila s'entretenant avec la délégation du RCD conduite par Azarias Ruberwa

À la suite de l'Église catholique, la majorité des Kinois serait favorable au dialogue initié par le président de la République, Joseph Kabila Kabange. De ce nombre figurent notamment les militants et sympathisants de

l'opposition qui soutiennent l'idée en exigeant la présence d'une facilitation internationale. Pour cette catégorie des sondés, le dialogue national devrait permettre de baliser le chemin vers des élections apaisées.

Le consensus politique s'imposerait alors comme une solution permettant de lever des grandes options pour la suite des événements en conformité avec les lois en vigueur. Le sondage réalisé par l'institut Les

Points révèle par contre que 21% des répondants sont intransigeants quant à l'opportunité du dialogue. Ils craignent que cela n'entraîne le « glissement » du mandat présidentiel tant décrié. [Page 18](#)

MINES

L'Asadho plaide pour des lois justes et effectives

Pour cette ONG, la protection légale des communautés est la condition sine qua non pour garantir une exploitation efficiente des ressources naturelles du pays. Présentant le 5 juin à Kinshasa son rapport d'enquête relevant les impacts des activités de la société minière Ruashi Mining sur la vie des communautés locales de Luano, Kalukula et Kawama dans le Katanga, l'ONG a révélé que la population s'est plus appauvrie qu'elle tire profit de ces projets miniers. L'étude menée par l'Asadho a fait constater également que la législation minière mise en place dans le cadre du projet minier Ruashi Mining n'ont pas intégré l'approche fondée sur les droits fondamentaux des membres des communautés établies sur le site d'exploitation minière malgré certaines interventions sociales limitées réalisées en leur faveur. [Page 17](#)

ENJEUX DE L'HEURE

Les USA s'opposent à une nouvelle transition en RDC



Tom Malinowski

Pour l'administration Obama, tout en étant d'accord avec le dialogue, celui-ci ne doit pas être un moyen pour s'éterniser au pouvoir au détriment

de la Constitution. Cette position américaine, le secrétaire d'État adjoint à la Démocratie, aux Droits de l'homme et au Travail l'a réitéré le 4 juin à Kinshasa au terme d'une récente visite de travail effectuée dans les Grands lacs. Pour Tom Malinowski, « le dialogue devrait uniquement être concentré sur les problèmes électoraux et ne pas servir de prétexte pour retarder les élections » ni favoriser une nouvelle transition.

Tout en appelant le gouvernement à garantir la liberté d'opinion et d'expression, gage de la démocratie, l'officiel américain a déclaré que son pays sera particulièrement regardant au sujet du respect de la Constitution et du calendrier électoral publié par la Céni pour des élections crédibles et apaisées. [Page 17](#)

ARTS MARTIAUX

Les Léopards karaté de la RDC préparent le championnat de la Zone IV

Le karaté de la RDC sera présent à deux grands rendez-vous africains, notamment le championnat de la Zone IV à Kinshasa en ce mois de juin et les Jeux africains de Brazzaville en septembre. Vingt-cinq athlètes dont dix-neuf garçons et six filles ont été retenus en équipe nationale et s'entraînent déjà pour ces deux compétitions. Un premier groupe d'athlètes retenus s'entraîne déjà de lundi à vendredi dans la grande salle du Collège Boboto dans la commune de Gombe, sous la supervision de Me Mambona Zorro, directeur technique national et de Me Honoré Massamba Diambote, entraîneur national. Un deuxième groupe de karatékas travaillait déjà à Lubumbashi. Selon le programme de préparation, la jonction entre les deux groupes devrait avoir lieu le 4 juillet à Kinshasa, alors que l'internement des athlètes est prévu dans la commune de N'Sele, en banlieue kinoise. [Page 19](#)

ÉDITORIAL

Avertissement

Ce qui s'est passé à Brazzaville et à Pointe-Noire vendredi sonne à l'évidence comme un avertissement. Non parce que les incidents provoqués par des lycéens frustrés de ne pouvoir passer leur examen à la date prévue mettent la paix sociale en péril chez nous, mais parce qu'ils révèlent, chez certains jeunes, un penchant pour la violence qui est pour le moins inquiétante.

Certes, il n'y a là rien de bien nouveau sous le soleil et l'on ne saurait tirer des heurts qui se sont produits dans les deux grandes cités la conclusion que le Congo plonge dans l'instabilité. Relativement fréquents dans tous les pays et sous toutes les latitudes, ils témoignent d'une impatience, d'un manque de maîtrise de soi, d'une contestation de l'ordre établi qui est propre sinon à toute la jeunesse, du moins à une certaine jeunesse. Si bien que la pire des erreurs que l'on pourrait commettre serait d'en exagérer la gravité.

Ceci étant dit, il reste que ce dérapage ressemble fort à celui qui marqua, il y a six mois, certains matchs de la Coupe d'Afrique des nations 2015. Tout comme les petits groupes de candidats au baccalauréat qui ont fait preuve, vendredi, d'incivilité, des bandes de jeunes avaient cru bon, alors, d'exprimer dans la rue leur déception en procédant à des manifestations absurdes. Un double comportement qui confirme qu'il existe bien une inclination à la violence à laquelle il convient de porter la plus grande attention.

Passons sur l'exploitation très politique que font et feront inévitablement de ce fâcheux penchant pour le désordre des responsables politiques peu regardants et quelques médias étrangers à l'affût de tout ce qui peut dégrader l'image de notre pays. Arrêtons-nous, en revanche, sur la réponse qu'il convient de donner à de tels incidents si l'on veut éviter qu'ils se reproduisent lorsque le peuple congolais sera appelé à se prononcer sur le changement de ses institutions. Rien, en effet, ne serait plus triste pour notre peuple que de voir quelques agités, plus ou moins manipulés, tenter de perturber la sérénité de cette échéance majeure.

Ce qui s'est passé vendredi donne aux pouvoirs publics l'occasion de démontrer qu'ils ont pleinement conscience de l'enjeu et qu'ils prennent dès à présent les précautions qui s'imposent.

Les Dépêches de Brazzaville

CONSULTATIONS POLITIQUES

Pour la DDC, « L'opposition manque de position unique »

Cette déclaration de la Dynamique pour le développement du Congo (DDC), un parti d'opposition, a été recueillie par la presse le 4 juin, dans le cadre des consultations politiques initiées par le chef de l'État.

Pour comprendre l'esprit de cette déclaration, il faut préciser que la DDC est membre du Front républicain pour le respect de l'ordre constitutionnel (Frocad). Or ce dernier avait rejeté l'initiative du président de la République alors que la DDC a répondu favorablement après décision de son bureau politique. C'est ainsi qu'elle a réaffirmé sa position au chef de l'État sur la Constitution du 20 janvier 2002, du dialogue national et du référendum.

Se prêtant aux questions de la presse, relatives à d'éventuelles sanctions qui pourraient prendre le Frocad, le premier secrétaire de ce parti d'opposition, Arnel Lounou, a affirmé qu'aucun statut juridique

ne régit cette plateforme. « Pour écoper d'une sanction, vous devez avoir un protocole d'accord, un règlement intérieur et des statuts qui fixent les conditions de fonctionnement. Nous ne nous attendons à aucune sanction, parce que nous faisons la politique pour défendre l'intérêt général de la population. Nous sommes libres de décider sur une situation lorsqu'elle est juste. Nous allons le faire, s'il s'agit de reprendre cette visite, nous irons une fois de plus voir le président de la République pour lui dire ce que nous pensons, parce que nous le faisons avec conviction et non par ambition », a déclaré le premier secrétaire de la DDC.

À propos des consultations politiques, la DDC a dit son refus du changement de la loi fondamentale ainsi que du dialogue qui, selon elle, serait une conférence nationale bis. « La maturité d'un leader ne se détermine pas par la durée de son combat politique, ni par son âge mais plutôt par la capacité de celui-ci à être à l'écoute de son peuple et par la manière dont il

faut défendre ses intérêts... Toute tentative de changement de la Constitution pourrait être encore une source de troubles au Congo », a dit la DDC qui souhaite voir le président « sortir par la grande porte » « et devenir un Mandela pour le Congo »

La DDC demande au peuple congolais de s'unir autour de l'opposition afin de dissuader le président de la République de faire fausse route et de protéger le destin du pays en se fondant sur le respect de la Constitution actuelle. Ce parti de l'opposition dit militer pour plus de transparence et d'humilité chez les leaders politiques car, note-t-elle : « L'opposition c'est le pluriel mais, cette opposition manque une position unique. »

Au cours du tête-à-tête avec le chef de l'État, la DDC a remis divers documents. Il s'agit notamment du chronogramme sur l'élection présidentielle de 2016 ; du document intitulé : « Le Congo vers une alternance politique en 2016 » et bien d'autres documents.

Josiane Mambou Loukoulou

VIE DES PARTIS

Le M2NR trace les contours de la nouvelle République

Prélude à sa sortie officielle qui a eu lieu ce 06 juin, le Mouvement national pour la nouvelle République (M2NR), a animé le 3 juin à Brazzaville, un point de presse au cours duquel cette plateforme a défini les contours de la nouvelle République en perspective. Il s'agit entre autres de la conscientisation des citoyens.

Dans sa déclaration de principes rendue publique à cette occasion, ce mouvement se propose de faire la promotion et le développement de l'esprit de solidarité, de partage et d'espérance parce que, a expliqué son porte-parole, Léon Juste Ibombo, c'est le ciment nécessaire pour maintenir le lien entre les personnes ayant une communauté d'intérêts pour le bien de tous. Dans sa vision, le M2NR se dit

être une association libre pour une société civile responsable et entend fédérer plusieurs associations à travers deux types de conventions à savoir, l'affiliation et le partenariat. Il peut toutefois, s'allier avec d'autres mouvements ou groupements poursuivant les mêmes objectifs, souligne la déclaration. Le mouvement est favorable à l'avènement d'une nouvelle République, où les us et coutumes doivent plus que jamais être ravivés. Plaidant pour une démocratie à l'africaine, le M2NR souligne par exemple que « celui qui gagne, ne gagne pas tout et que celui qui perd ne perd pas tout ».

Il s'agit, a expliqué Léon Juste Ibombo, d'une gestion plus participative qui se doit d'intéresser tous les citoyens à la gestion de la chose publique à travers l'expression de leur suffrage, souhaite par ailleurs que la nouvelle République tranche la question sur le statut des per-

sonnalités ayant exercé des hautes fonctions dans le pays.

De même, le Parlement doit retrouver la plénitude de ses prérogatives, notamment en matière de contrôle et de censure de l'action gouvernementale, précise la nouvelle association qui souhaite des élections au suffrage universel direct des maires de nos communes, arrondissements et communautés urbaines afin que ces derniers travaillent en ayant toujours à l'esprit le mandat du peuple.

Cette formation se propose de recréer le lien essentiel qui doit unir les principaux gestionnaires de nos cités, avec leurs administrés et revivifier à la fois les notions fondamentales de mandats électifs et de responsabilité, le renforcement de l'Etat de droit à travers un pouvoir judiciaire véritablement indépendant.

Jean Jacques Koumbema

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Romonique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Coordination : Rose-Marie Bouboutou

Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-

signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mou-

mbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de

service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck

Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-presses et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,
Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

CONCORDE NATIONALE

Une messe pour la paix organisée par l'Eglise catholique du Congo

Il y a exactement dix-huit ans qu'avait commencé la guerre civile au Congo avec son lot de pertes matérielles et en vies humaines.

Pour commémorer ce triste évènement, l'Eglise catholique du Congo a organisé le 5 juin, une messe pour la paix en présence du couple présidentiel, à la place Mariale de la Cathédrale Sacré Cœur de Brazzaville, pour implorer la miséricorde de Dieu qui doit empêcher le pays à se replonger dans le cycle de violence aveugle.

L'atmosphère politique délétère qui caractérise actuellement le pays entretenue par le débat sur le changement ou non de la Constitution du 20 janvier 2002, est entre autres, éléments justificatifs de cette messe pour la paix.

Dans son homélie, l'archevêque de Brazzaville, Mgr Anatole Milandou a tenu à préciser aux responsables politiques, administratifs, religieux et aux chrétiens présents à cette cérémonie que « la célébration eucharistique de ce jour s'inscrivait dans le cadre de la croisade de prières pour la paix que l'Eglise catholique du Congo a initiée depuis plus d'un mois dans ses différents temples ».



Une vue des prêtres

L'objectif, a-t-il dit, est de créer des conditions morales et psychologiques qui tendent à la consolidation de la paix, de la concorde nationale et du renforcement de la justice. Par les prières, a-t-il insisté, les congolais devraient parvenir à planter

l'amour dans les cœurs des uns et des autres pour éviter que le pays bascule à nouveau dans la

spirale de la violence dont les effets, a-t-il dit, sont toujours néfastes pour la société. Mgr Anatole Milandou a invité les congolais, de toute obédience politique et religieuse, à la reconversion tout en relevant que se reconverter est un processus de longue haleine. Mais,

avec l'intervention de Dieu par les prières d'amour, a-t-il renchéri, on y parviendra toujours.

Par ailleurs, l'orateur a exhorté les hommes politiques, les chrétiens et autres forces vives de la nation à privilégier le dialogue. « Entre l'indifférence égoïste et la contestation violente, il y a une opinion toujours possible : le dialogue », a-t-il déclaré avant de rappeler qu'en

tant qu'africains, les congolais ne doivent pas oublier que certaines valeurs comme le dialogue, la tolérance et l'acceptation de la différence ont toujours caractérisé les sociétés africaines. Il a longuement insisté sur l'amour du prochain et la capacité pour un homme de revenir sur ses pas lorsqu'il constate s'être trompé de chemin.

Le sage, a-t-il dit, construit sa maison sur le roc et l'insensé place la sienne sur le sable. Au moindre vent, a-t-il expliqué, la maison de l'insensé est facilement emportée. Ainsi, a-t-il ajouté : « Nous devons bâtir notre pays sur le roc de la paix, de la concorde nationale et de la justice ». C'est pourquoi, a-t-il rappelé à l'assistance que parvenir à réconcilier un pays et à consolider la paix est une entreprise à réaliser ensemble et non de façon isolée, a-t-il conclu.

Notons que le couple présidentiel a fait don de la statue de Marie à la Cathédrale Sacré Cœur de Brazzaville, avant de procéder au lâchement des pigeons de couleur blanche, symboles de la paix.

Roger Ngombé

LE FAIT DU JOUR

Pour ou contre la fraude à l'école?

À cette question, un peu absurde, mais d'une actualité brûlante au regard de la fin de semaine agitée, vécue à Brazzaville et dans certaines localités de l'intérieur du Congo, à la suite de l'annulation du baccalauréat de l'enseignement général, le vendredi 5 juin, pour cause de « fuite » des matières, responsables de l'éducation, enseignants, parents d'élèves et élèves eux-mêmes répondront sans doute par la négative. Il faut bannir la fraude, parce que l'école, lieu d'apprentissage, doit garder sa mystique d'institution d'émulation où les meilleurs sont promus et les moins compétitifs encouragés à s'élever par l'effort.

Le fait est que, depuis plusieurs années, l'école congolaise pose de graves problèmes de plusieurs ordres. D'abord les effectifs, chaque jour plus nombreux, d'élèves dans tous les cycles, de la maternelle à l'université, sont devenus un casse-tête pour les autorités. En apparence, la libéralisation du secteur, en

1991, dont l'un des points positifs a été le désengorgement de l'école publique grâce à la création d'établissements privés est apparu comme un soin palliatif dans un pays où l'école est obligatoire.

Que dire ensuite du paradoxe que constitue le déficit criant des enseignants ? En 2013, le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire posait une statistique hallucinante de 15 000 enseignants qu'il fallait avoir pour venir à bout de ce dysfonctionnement. Avec les départs à la retraite, ce chiffre aurait grossi pour se situer désormais à 18 000 « manquants ». Ajoutons aussi, dans la grille des calamités qui troublent l'école, le comportement déplorable de certains élèves, qui ont transformé leurs établissements en des lieux de culte du banditisme, de consommation d'alcool, s'ils n'en font des terrains propices à

la « lutte des classes » avec des enseignants au vestimentaire jugé « démodé ». C'est presque d'un volcan endormi qu'il s'agit lorsque l'on observe la série d'incidents enregistrés chaque jour dans plusieurs établissements scolaires au Congo.

Et comme si cela ne suffisait pas, disons, comme suite logique de cette situation globalement intenable, s'est ajouté le clash du vendredi 5 juin, dernière journée des épreuves du baccalauréat annulé. Comment cette fuite des matières, qui semblait évidente au regard de rumeurs parfois démenties par des voix autorisées, a-t-elle prospéré ? Qui l'a ainsi méticuleusement organisée, puisque certains candidats ou proches de candidats en auraient pris connaissance sur leur téléphone portable ? Et les manifestations bruyantes des candidats ou de profiteurs s'élevaient-elles contre les officiels

en charge du dossier ou contre la fraude elle-même parce qu'elle aurait été sanctionnée ? Autant de questions que l'on peut se poser en attendant l'organisation onéreuse de la session de remplacement.

Devant cet échec cuisant, le dernier mot qui n'a rien d'une conclusion peut être d'inviter les pouvoirs publics à multiplier des initiatives pour éloigner de nos écoles cette culture de la facilité très tendance aujourd'hui, qui contribue grandement à la baisse de la qualité des enseignements dispensés aux petits apprenants et les condamne, à terme, à ne pas tenir avec brio des postes de responsabilités auxquelles ils ont droit à la fin de leurs études. Il faut pourtant aussi, de manière durable, soigner la grande administration publique paresseuse.

Gankama N'Siah



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

DU SECRÉTARIAT NATIONAL DU RASSEMBLEMENT CITOYEN (RC)

Le Secrétariat National du Rassemblement Citoyen (RC) a le triste regret de constater qu'un parti politique, la CADD (Convention pour l'Action, la Démocratie et le Développement) de création récente s'est donné comme logo, le Coq. Ce constat a été fait sur les banderoles déployées dans la ville de Brazzaville par la CADD, au début de cette semaine.

Le Secrétariat National du Rassemblement Citoyen (RC) rappelle à l'opinion nationale que le coq est le logo du RC, depuis la création de ce parti en 1998, comme l'atteste le récépissé délivré par le Ministère de l'Intérieur.

Le Secrétariat National du Rassemblement Citoyen (RC) est convaincu qu'une erreur d'inattention au niveau de l'Administration du Ministère de l'Intérieur a fait que ce parti politique choisisse le coq comme logo. En effet, l'Administration du Ministère de l'Intérieur aurait pu l'informer que le coq est déjà utilisé comme logo par un autre parti, le Rassemblement Citoyen.


Face à cette situation, le Président du Rassemblement Citoyen (RC) a saisi, par courrier du 01 Juin 2015, Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, pour demander à la CADD de changer instamment et sans équivoque de logo, afin d'éviter toute confusion dans la vie politique des deux partis.

Dans l'entre-temps, il est demandé aux élus, aux cadres, militants et sympathisants du Rassemblement Citoyen (RC) de garder leur sérénité.

Fait à Brazzaville, le 02 Juin 2015

Pour le BUREAU EXECUTIF NATIONAL

Le Secrétaire National,


Eugène KIMBEMBE



IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« L'Afrique est assise sur une bombe prête à exploser, et cette bombe, c'est la jeunesse. »

Moustapha Naité, ministre de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes, Guinée-Conakry, *Le Point*, 02 juin 2015

« Le but de l'école n'est pas que l'élève soit cultivé (fonction passive) mais qu'il se cultive. L'élève élevé doit devenir agent, c'est-à-dire créateur de culture. Et c'est là où le métier d'enseignant prend tout son sens. »

Mickaël Panel, professeur des écoles de l'académie de Rouen, *Libération*, 1er juin 2015

« C'est sain qu'il y ait une concurrence entre les hommes et les femmes au sein du mouvement, ça fait parti de la politique »

Luc Chatel, député de la Haute-Marne, ancien ministre et membre du bureau du nouveau parti «Les Républicains» (ex-UMP), *RFI*, 1er juin 2015

« Si les valeurs civiques ont une importance aussi capitale, il faut s'interroger sur les moyens dont dispose un Etat démocratique pour les imposer et les faire respecter. Ces moyens peuvent être de trois ordres : juridiques, institutionnels et politiques. »

Pr. Moustapha Kasse, Doyen honoraire, membre de l'Académie, Sénégal, *Le Quotidien*, 22 mai 2015

* « L'obstacle premier au développement de l'Afrique réside dans les inégalités »

Michel Camdessus, ancien directeur du FMI, *African Banker*, février-mars-avril 2015

AGRO-INDUSTRIE

Les exigences environnementales s'imposent aux exploitants

La République du Congo a déjà octroyé 180 000 hectares de concessions agro industrielles à des partenaires industriels pour le développement du palmier à huile en forêt dans le cadre de la diversification économique et la promotion du secteur industriel. Cependant ces espaces attribués n'obéissent pas au respect de l'environnement et ne tiennent pas compte aussi de la conservation de la biodiversité.

Le Programme national d'afforestation et de reboisement (Pronar), le Cirad et le Fond mondial pour la nature se sont associés pour réfléchir sur une meilleure approche de l'implantation des agro industriels. Ces partenaires ont convenu que l'installation des entreprises dans la filière palmier à huile devrait tenir compte des principes du développement durable, tels : le social, l'économie et l'environnement. « L'engagement du Congo dans la gestion durable des forêts implique pour l'État, non pas seulement la préservation des écosystèmes forestiers du pays, mais également la lutte contre la pauvreté, l'amélioration des conditions de vie des populations et l'industrialisation du pays », a soutenu la coordonnatrice du Pronar, Rosalie Matondo.

Ainsi, les partenaires ont réalisé une étude sur l'occupation des savanes propices au développement du palmier à huile dans les départements de la Cuvette et de la Cuvette ouest. Ce travail a fait l'objet d'une discussion autour d'un atelier qui s'est soldé sur des recommandations faisant office de feuille de route. Les recherches ont démontré qu'il existe un potentiel pour le développement des plantations de palmier à huile en zone de savane telle que dans la Cuvette et Cuvette ouest. Les rendements dépendent de la qualité des sols et du mode de conduite de la plantation. Le développement des plantations devrait obéir au respect de l'environnement et tenir compte de la biodiversité.

Par ailleurs, les participants à l'atelier portant validation du rapport d'étude, ont constaté que le lot Mambili de la concession d'Atama Plantation, société exerçant déjà, se superpose à un corridor de passage d'éléphants et se trouve en grande partie sur des sols hydromorphes. Face à ce constat, les participants ont suggéré l'actualisation du décret portant gestion de conflit de superposition. Ils ont aussi conseillé de ne concéder que des zones de savanes, de forêts dégradées

et de jachères hors des zones à haute valeur de conservation. Dans la liste des recommandations figurent entre autres, la réorientation du projet Atama Plantation en zone de savane ; l'exigence pour chaque contrat que l'industriel mette en place un partenariat avec les promoteurs locaux, qui se traduira par un accompagnement technique et l'approvisionnement de leurs unités de transformation avec des produits issus des plantations villageoises ; la sensibilisation et l'information des autorités politico-administratives et les agro-industriels sur les potentialités de la culture du palmier à huile en savane. Notons que la Cuvette dispose 190.000 ha et la Cuvette ouest de 290.000 ha de zones de savane propices au développement de plantation de palmier à huile. Ces superficies sont disponibles et libres de toute occupation humaine. La culture du palmier à huile présente de nombreux atouts et une commercialisation aisée. La République du Congo et le Fond mondial pour la nature préconisent une stratégie visant la réhabilitation des anciennes plantations industrielles et le développement de nouvelles plantations en savane.

Nancy France Loutoumba

CONFÉRENCE-DÉBAT

«La culture entrepreneuriale s'apprend», déclare Rémy Massamba

L'expert en économie, Remy Massamba, a exhorté les Congolais à s'informer davantage sur les réformes entreprises par le gouvernement du Congo pour améliorer le climat des affaires. Ces informations sont des outils pour mieux exercer dans l'environnement congolais, empreint à des faiblesses administratives. Ce conseiller d'entreprise s'est exprimé le 4 juin au cours d'une conférence débat, initiée par l'Acap (Association congolaise d'amitié entre les peuples) dans le cadre de son mois de l'amitié placé sous le thème « l'Acap dans la lutte contre la pauvreté ».

Selon l'orateur, le gouvernement a mis en place une série de mesures incitatives, soucieux du classement Doing business, dans lequel le Congo est placé parmi les derniers. Paradoxalement, plusieurs de ces mesures ne sont pas suivies d'effet. L'administration profite de l'ignorance de la population en matière de commerce pour les racqueter.

Le Congo possède tous les atouts lui permettant de devenir pays émergent. Le commerce est une question de culture. Il a démontré les avantages de pratiquer un commerce formel.

Car ce dernier obéit à une législation qui lui fait bénéficier de certains avantages pour le développement des activités commerciales.

Ainsi, la culture entrepreneuriale devrait être renforcée pour lutter contre la pauvreté, car ceux qui ne se retrouvent pas dans le formel se cachent dans l'informel ; et dans l'informel, ils sont désavantagés. « La culture entrepreneuriale s'apprend, c'est d'abord l'information. Lorsqu'on est informé, on peut agir », a conclu Remy Massamba.

N.F.L.

ABONNEZ-VOUS

Votre journal au bureau ou à domicile

Contact : 05 532 01 09
Brazzaville

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso, Mpila Centre ville

Bureau de Pointe-Noire

Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).

Tél. (+242) 06 963 31 34

Les Dépêches de Brazzaville
L'actualité au quotidien

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IIPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iiprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Formation en passation des marchés publics (Travaux, Fournitures et Services)	5 jours	1 au 5 juin 2015
Comment prospecter efficacement et gagner de nouveaux clients ?	3 jours	9 au 11 juin 2015
La fiscalité du patrimoine : perfectionnement	3 jours	14 au 18 juin 2015
La satisfaction client et l'exploitation des réclamations	3 jours	23 au 25 juin 2015

* Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

DÉPARTEMENT DES PLATEAUX

Une délégation de journalistes visite la gare routière de Lékana en construction

Le mardi 2 juin, en marge des activités organisées par la Fondation Edith-Lucie Bongo-Ondimba (Felbo), une délégation des journalistes s'est rendue sur un site situé au centre de la ville afin de visiter la nouvelle gare routière. L'ouvrage qui va être livré avant le 15 juin, se trouve aujourd'hui dans sa phase de finition.

La matinée était consacrée à la découverte, la présentation puis la visite du chantier. En effet, ce bâtiment qui est très spécifique vu son usage, et qui présente à la fois des contraintes en matière d'accueil, mais également d'esthétique doit être intégré dans un paysage urbain bien particulier. L'ensemble des étapes de la réalisation a ainsi été mise en évidence et la délégation a pu se rendre compte de l'ampleur du travail accompli.

Aussi, les choix techniques et les modes opératoires ont été choi-

sis et étudiés pour répondre aux objectifs : « l'ensemble comporte une salle polyvalente qui pourra abriter les réunions de la communauté urbaine et servir aux passagers de relaxation. Une autre salle mise à la disposition des passagers équipée de chaises, de poste téléviseur, un restaurant bar est également prévu, un entrepôt, deux chambres à coucher, une salle qui servira de bureau pour les délégués du budget, une pièce qui servira de bureau au chef de gare, ensuite deux pièces qui serviront de bureaux au service en charge des recouvrements, allusion faite aux eaux et forêts, aux services de l'immigration, etc. », a précisé le maire de Lékana Jules Nguébo. Une visite sur le site de la construction de la pancarte d'indication située tout juste à l'entrée de la ville a sanctionné la randonnée des journalistes. Pour

Jules Nguébo, ces réalisations émanent des instructions du ministre de l'Intérieur qui dans une circulaire, a demandé aux différents maires des communautés urbaines, de construire des gares routières, des cimetières, des abattoirs, etc. « Pour ma part, j'ai pensé qu'il fallait commencer par une pancarte d'entrée dans la ville, parce qu'on ne peut accéder dans une ville sans la pancarte d'indication. C'est ce que nous venons de faire, et ce chantier est achevé à 100% », a-t-il déclaré.

Avant de se séparer, le maire de la ville a vivement remercié le ministre d'Etat, Florent Ntsiba, sur l'initiative prise d'assister la mairie dans la mise en œuvre du chantier de la gare routière. « Ce dernier nous a fait don des chaises en plastique geco, de la peinture, et des ouvertures », a soutenu le maire de Lékana.

Guillaume Ondzé

TRAFIC DES FRÉQUENCES ÉLECTRONIQUES

Le cabinet du ministre Thierry Mougalla réagit

Quelques journaux et sites web auraient accusé le ministre des Postes et télécommunications d'entretenir un réseau mafieux de trafic de fréquences électroniques. Des accusations qui ont décidé le cabinet du ministre à réagir à travers une mise au point, le 5 mai à Brazzaville. Dans cette déclaration délivrée par son attaché de presse, Igor Cameron, le cabinet du ministre des Postes et télécommunications, précise trois choses. « Le ministre informe les Congolais et Congolaises que la no-

tion de « trafic de fréquences » complaisamment rapportée, est techniquement absurde et juridiquement inexistante dans la nomenclature des fraudes aux télécommunications, tant au Congo, comme à travers le monde (Cf. titre XV de la loi 9-2009 du 25 novembre 2009 sur les communications électroniques) », rapporte le communiqué.

Le cabinet dément aussi que les informations qui déclarent le ministre Thierry Mougalla propriétaire locataire d'une villa qui située au quartier Cathédrale, au centre-ville, où on aurait découvert des équipements techniques frauduleux qui permettent au « réseau mafieux » d'opérer, comme l'ont écrit ces journaux.

Pour Igor Cameron, cette campagne malveillante à l'égard du ministre n'a pour objectif réel que de le « décrédibiliser dans sa position d'homme d'État afin de le disqualifier dans le combat qu'il mène sans relâche, aux côtés d'autres compatriotes, pour soutenir la modernisation des institutions et pour l'avènement d'une nouvelle République. »



Le ministre Thierry Mougalla

Firmin Oyé

ENVIRONNEMENT

Les Congolais conviés à repenser leur culture de consommation

Le secrétaire général du département de Brazzaville, Barthelemy Okimy, a lancé, le 04 juin à Brazzaville, une invite aux congolais de changer leur mode de consommation afin d'atteindre une véritable émergence en 2025.

L'appel lancé, à la faveur de la célébration de la journée mondiale de l'environnement, est une manière d'encourager les nationaux à une prise de conscience pour : « agir localement et penser globalement face à cette responsabilité ».

Le thème mondial retenu, en 2015, est : « Sept milliards de rêves. Une seule terre. Consommons avec modération ». En rapport avec cette journée, les congolais sont conviés à lutter contre la destruction de la couche d'ozone, la déforestation, la désertification, la sécheresse et la préservation de la qualité des réserves d'eau.

Afin d'accentuer sa pensée, le secrétaire général du département de Brazzaville a reconnu que : « l'émergence de notre pays ne peut être effective sans atteindre les objectifs d'un développement durable ayant l'environnement comme pierre angulaire. Changeons donc nos modes de consommation afin de savoir projeter notre pays, le Congo vers une véritable émergence de la société en 2025 ».

Les participants ont en outre auditionné plusieurs exposés portant sur l'expérience de la gestion des déchets par certaines sociétés et organisations non gouvernementales.

Soulignons qu'il manque à ce jour des textes réglementant la gestion des déchets pour certaines villes à forte concentration humaine, ce qui favorise la présence de nombreuses décharges privées incontrôlées et l'ignorance des populations de l'impact des déchets sur l'environnement et la santé humaine. Pour respecter les capacités de régénérations de la planète, des appels ont été lancés aux consommateurs pour éviter le gaspillage alimentaire et énergétique. Cette journée mondiale de l'environnement a été instituée en 1972 par l'Organisation des Nations Unies pour encourager une prise de conscience et une action d'envergure en faveur de l'environnement dans les Etats. Par contre, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (Pnue) a fait en ce sens un constat amer, car peu d'objectifs ont été atteints par les Etats et le cri d'alarme lancé à l'occasion de la conférence de Rio plus 20 paraît désespéré.

Fortuné Ibara



PERSPECTIVES D'AVENIR
FONDATION
UNE JEUNESSE QUALIFIÉE POUR UN CONGO EN MARCHÉ

BOURSES D'ETUDE

Denis Christel SASSOU NGUESSO

Destinées aux élèves et étudiants issus de groupes ou de milieux défavorisés

Etudiants
Bac+2
Bac+3

Bacheliers
2015



Retrait
et
dépôt
des dossiers de candidature
avant le
31 juillet 2015

Pour plus d'informations, nous contacter

4ème étage, Immeuble Yoka Bernard, Rond-point de la coupole

Téléphone: +242 222 81 20 20

E-mail: info@perspectivesavenir.org

www.facebook.com/FondationPerspectivesAvenir

www.perspectivesavenir.org

BAC 2015

Le comble des irrégularités

Au lendemain de l'annulation des épreuves du baccalauréat, le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation planchait samedi sur la mise en place d'un calendrier d'organisation de la « session de remplacement ». Le ministre Hellot Matson Mampouya et ses collaborateurs essaient aussi, de sources proches du cabinet, de comprendre d'où est partie la fuite qui s'est répandue telle une trainée de poudre. Retour sur la grosse mésaventure !

Le 26 mai dernier, un collègue nous a partagé l'intimité d'un message qu'il venait de recevoir, en mi-journée, sur son téléphone portable. « Voici les sujets de philo déposés pour le tirage. Parmi ces sujets on choisira deux (2)... ». Le testo s'enchainait sur quatre énoncés commençant par S1, S2,... Puis, venaient quatre autres sujets proposés par paire, une dissertation d'histoire, une question de cours de géographie et une dissertation de géographie couplée à une question de cours d'histoire.

Subjugués par la sureté des propos véhiculés par ce message, nous en étions à nous interroger sur sa crédibilité. « Attendons de voir ! », disions-nous. Les jours suivants, « la comparaison avec les sujets devant être

soumis aux candidats a relevé - de manière ahurissante - que les sujets étaient identiques », pour paraphraser le ministre de tutelle.

Hellot Matson Mampouya faisait quant à lui allusion, dans sa déclaration du 5 juin, aux sujets d'examen publiés sur Internet la veille du lancement des épreuves. Le réseau Whatsapp a aussi été l'un des moyens mis à contribution par les fraudeurs, pour diffuser à la vitesse de l'éclair les épreuves du baccalauréat. Par ailleurs, certains services de photocopie publique restés fidèles aux moyens traditionnels de reprographie, auraient fait de bonnes recettes en diffusant subrepticement « des sujets du Bac ».

Une scène ahurissante, d'autant plus que, pour ne parler que de

la capitale, Brazzaville, rares sont les citoyens qui n'ont pas entendu parler de fuite en cette période de déroulement des épreuves du bac avant même la décision ministérielle.

« Nous avons estimé qu'il était irresponsable de laisser poursuivre normalement un examen qui se déroulait avec autant d'irrégularités. Et, pour des raisons de crédibilité, nous avons décidé d'annuler cette session », confessait le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation quelques heures après l'annonce de sa décision dont l'effet immédiat a été la réaction brutale des candidats. Que dire donc, devant ces énormes gâchis d'énergie, de temps, de matériel et d'argent ?

Enorme gâchis...

Des personnes jointes samedi au cabinet du ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation n'ont pas voulu parler du coût estimatif de l'organisation du baccalauréat de l'enseignement général. Mais, quelques approches peuvent nous aider à nous faire l'idée de l'effort que les finances publiques devraient reprendre pour organiser la session de remplacement.

Au ministère de l'Enseignement technique et professionnel où les épreuves du bac, interrompues le 5 juin ont pu reprendre le jour suivant sur tout le territoire national, l'on a avancé le chiffre de 800 millions FCFA comme provision budgétaire pour l'organisation des examens et concours en 2015. « Il n'y a pas un budget spécifique pour le bac », nous a-t-on appris.

Mais, il va de soi que ce chiffre est à la baisse par rapport aux années précédentes. L'austérité

budgétaire corollaire à l'érosion des recettes pétrolières devait sans doute avoir un impact sur ce volet. A l'Enseignement général, par exemple, l'organisation combinée du Bac et BEPC valait 2,8 milliards FCFA au budget de l'Etat en 2013.

Une enquête en cours...

Dans sa déclaration sus-évoquée, le ministre Hellot Matson Mampouya faisait état d'une enquête en cours et de « l'interpellation », dans la nuit du jeudi à vendredi, « du directeur des examens et concours par les services de sécurité, pour des raisons d'enquête ». Selon nos informations, le président général du jury du bac 2015 a lui aussi été interpellé par la police. Une question cependant, jusqu'où ira cette enquête ? Permettra-t-elle de lever le voile sur les gigantesques failles de l'administration scolaire qui seule sauraient expliquer la mésaventure du baccalauréat 2015. Affaire à suivre !

Thierry Nougou

Les villes du Congo retrouvent leur sérénité après un vendredi chaud

À Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Ouessou, Mossendjo, Ollombo, etc., les candidats au Baccalauréat se sont livrés à des scènes de vandalisme et de pillage le vendredi 5 juin. Une situation provoquée par l'annulation de cet examen d'État suite à des cas de fraude généralisés.

Selon différents témoignages recueillis, les élèves mécontents de la décision du ministre de l'Enseignement primaire et secondaire, sont sortis en masse, ce jour-là, en occupant les rues et avenues. Pendant de longues heures, ils s'en sont pris aux voitures des particuliers aux commerces avec des tentatives de mises à feu de certains édifices publics. Sur le terrain, de nombreuses structures d'État ont fait les frais de ce coup de colère des élèves malgré l'intervention de la force de l'ordre.

D'importants dégâts sont signalés à Brazzaville en général et à Pointe-Noire. À Dolisie, certains responsables d'établissements ou de l'enseignement ont été la cible des jeunes tout comme à Ollombo. À Mossendjo ou à Ouessou, des élèves ont aussi dit leur mécontentement.

Pour calmer les élèves et les rassurer, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation a fait une déclaration pour annoncer une session de remplacement dans les meilleurs délais. « Ce baccalauréat qui a connu une préparation matérielle et technique tout à fait irréprochable a, dans son déroulement, connu quelques irrégularités graves qui ont entraîné l'interpellation cette nuit du Directeur des examens et concours (DEC) par les services de sécurité pour des raisons d'enquête... nous avons estimé qu'il était irresponsable de laisser poursuivre normalement un examen qui se déroulait avec autant d'irrégularités. Et, pour des raisons de crédibilité, nous avons décidé d'annuler cette session (...). Mais, cela ne signifie en rien que c'est une année blanche. Cela veut tout simplement dire que nous allons publier dans les heures qui viennent, en tout cas très rapidement, un nouveau calendrier pour la session de remplacement », a signifié Hellot Matson Mampouya.

La rédaction

NIARI- ÉDUCATION

De nombreux dégâts à Dolisie suite à l'annulation des épreuves du BAC

Les candidats aux épreuves du Baccalauréat session de juin 2015 ont manifesté ce 5 juin à Dolisie pour protester contre la mesure portant annulation des épreuves du bac en cours que le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Hellot Matson Mampouya a rendu publique le même jour.

Des dégâts matériels importants ont été enregistrés dans tous les centres d'examens. Le bloc administratif du lycée Justin Victor Sathoud, principal lycée général de Dolisie a été brûlé, tous les dossiers de l'administration et archives réduits en cendre. Ne reste de ce bâtiment que ses murs noircis, la charpente s'étant effondrée sous les flammes du feu. Le centre de documentation et d'information(CDI) qui joue le rôle de bibliothèque a été pillé, tandis que les tables-bancs sor-

tis des classes entassées ont été brûlées.

Sur l'avenue principale de ce lycée, des barricades ont été érigées avec des tables-bancs. Les manifestants se sont emparés d'un véhicule de marque BJ de la police, abandonné par les éléments de la force publique venus en intervention, puis l'ont conduit devant la station Total face à l'Église Saint Paul avant d'y mettre le feu. Ce véhicule a été consumé totalement, alors que la station-service a encouru de graves dangers d'explosion compte tenu de la proximité de l'incendie. Elle est toutefois demeurée indemne mais fermée de la journée. Les habitants des alentours ont évacué les lieux avant de les regagner une fois le sinistre terminé.

Ces manifestations ont aussi laissé des impacts à l'école primaire GAIA, un autre centre

retenu pour le déroulement des épreuves du Bac. Son bloc administratif a été pillé et éventré, tous les documents éparpillés dans la cour. Un bâtiment construit récemment a été brûlé. Des dégâts semblables ont été enregistrés au CEG Hammar.

Au centre-ville de Dolisie, le siège de l'ancienne préfecture a eu son portail métallique cassé et ses vitres brisées causant la cessation des activités de l'administration qui y exerce. Toutes les administrations et magasins de Dolisie sont restés fermés ce 5 juin pour craindre le pillage.

La ville a été toute la journée investie des véhicules de patrouille de la force publique qui sillonnaient dans tous les sens pour sécuriser les populations et dissuader les manifestants.

Source: ACI

Assurances et Réassurances du Congo

Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins

Assurance Incendie	Assurance Santé
Assurance Transport	Assurance Construction
Assurance Multirisque Habitation	Assurance Médicale
Assurance Global Risque	Assurance Voyage
Assurance Responsabilité Civile	Assurance Énergie

Agence K17 Avenue des Nations Unies - Tél : +242 22 281 21 86 / 22 281 19 88
 Agence P18 : 128, Avenue Tzavala - Tél : +242 22 281 46 67 / 22 281 46 68
 Email : ardc@congo.cg - www.ardc.cg

EDUCATION

L'ESGAE signe un protocole d'accord avec la société Tolona

L'accord a été paraphé le 4 juin à Brazzaville, entre le directeur général de l'Ecole supérieure des entreprises (ESGAE), le Pr. Roger Armand Makany et celui de la société Tolona-Sarl, Oscar Martinez Gonzalez.

L'accord vise à permettre aux étudiants de cette école de se familiariser avec le monde agricole. Il a été signé pour une durée de cinq ans renouvelable.

D'après les clauses du protocole, la société Tolona s'engage à accueillir les étudiants pour des stages de professionnalisation, accueillir les enseignants pour des échanges professionnels et apporter son expertise à l'ESGAE à travers des séminaires-ateliers et des conférences à des prix référentiels. L'école quant à elle, compte mettre à la disposition de la société un fichier actualisé d'étu-

dants pour des stages ou opportunités d'emplois, apporter son expertise en matière de formation de personnel à des prix référentiels ainsi qu'associer la société dans l'organisation d'activités à caractère scientifique et socio-culturelle.

Le directeur de l'ESGAE, le Pr Roger Armand Makany a exhorté les étudiants de ne pas se concentrer seulement dans les villes de Brazzaville et Pointe-Noire. Ils doivent chercher à s'épanouir en allant à l'intérieur du pays pour voir les richesses et métiers d'avenir qui s'y trouvent.

Présentation de la société Tolona-Sarl

Le directeur général adjoint de la société, Jules Koulobou ancien élève à l'ESGAE a expliqué que la société « Tolona » emprunte le mot lingala qui signifie « plantons ». La société

est basée à Loudima dans le département de la Bouenza. Elle exploite sur une superficie de 3700 hectares acquise auprès des terriens. Des pourparlers sont en cours avec le ministère des Affaires foncières et du domaine public pour passer à 20.000 hectares.

La société commercialise 200 tonnes de maïs issus du premier cycle de production. Pour diversifier son action la société Tolona envisage la production de riz, du blé et du soja. « Le pays importe les produits agricoles à hauteur de 100 milliards francs CFA par année. Notre mission est de permettre à la population congolaise de consommer locale et donc de réduire la valeur de ces importations. Dans un avenir très proche, nous allons produire et consommer congolais », a-t-il conclu.

Lydie Gisèle oko

DOLISIE

11 correspondants pour la radio Voix évangélique

Le responsable du département synodal de la communication de l'Eglise évangélique du Congo (EEC), le pasteur Evariste Nkoukani a identifié et mis en service le 4 juin dernier à Dolisie, onze correspondants de presse de la radio voix évangélique émettant de Brazzaville.

L'objectif de cette radio de l'EEC est d'accroître la couverture médiatique et rendre plus visibles les activités de cette église dans les différentes collectivités locales.

Sélectionnés parmi les fidèles de l'Eglise qui assurent habituellement la communication des informations dans les paroisses Cité, Plateau, Ilou-Panga, Ilou-Poungui, Loudima, Mont Mbelo et Makabana, ces correspondants ont été responsabilisés à faire des reportages sur toutes les activités de l'Eglise évangélique du Congo, rédiger des articles de presse et les acheminer à la radio voix évangélique par internet.

Selon le pasteur Nkoukani, cette nouvelle organisation vise à corriger le niveau de communication interne et externe de l'EEC qu'il a qualifié en deçà de leurs attentes depuis la naissance de l'EEC. Il a rappelé que le département synodal de la communication existe depuis 25 ans et dispose à ce jour d'une radio à Brazzaville dénommée Radio voix évangélique et la Radio du centenaire de Pointe Noire dont l'existence remonte à 3 ans.

Au chapitre de la presse écrite, a-t-il poursuivi, l'EEC communique à travers le journal le CHEMIN qui est une production de la paroisse du centenaire au plateau centre-ville à Brazzaville. La vision de l'église aujourd'hui est d'appuyer la communication à travers d'autres supports et d'autres radios et télévisions à vocation religieuse sous tutelle du synode, l'instance suprême, a précisé le pasteur Nkoukani.

Les années passées, l'EEC avait déjà supervisé la publication des journaux « mwendo » et la « couronne » dont la vie n'a été que de courte durée, relève-t-on.

CEUVRES SOCIALES

Plus de 100 tonnes de vivres distribués aux élèves des écoles primaires du Niari

Le Partenariat international de développement humain (Iphd), a fait récemment une dotation de 109, 25 tonnes de vivres en faveur des élèves des écoles primaires et maternelles du Niari.

Ces vivres dont le montant n'a pas été révélé sont composés de sacs de riz, haricot, flocons de pomme de terre, de l'huile et la tomate en boîte. À cette occasion la coordinatrice de l'Iphd au Niari, madame Christine a indiqué que cette distribution qui commence au début de chaque année scolaire est la dernière de cette année 2014-2015 pour la période de mai et mi-juin. 58 écoles primaires dont six maternelles de deux communes de Dolisie et Mossendjo, ainsi que les trois districts de Makabana, Moutampa et Kimongo ont reçu ce don.

L'Iphd qui œuvre pour l'épanouissement des élèves de l'école primaire et maternelle veut initier l'activité « une école, un jardin en milieu scolaire afin de renforcer les cantines scolaires dans l'alimentation des élèves ». Trois écoles primaires ont répondu à cette initiative en exploitant au sein de leur établissement les cultures de chou, de la ciboule, l'endive, l'amarante (bari). Il s'agit des écoles de Mboukou, Solidarité et Mbounda, Solidarité Mboukou l'ayant fait par leurs propres moyens, a dit la coordonnatrice.

Cette expérience sera pérennisée prochainement dans les autres écoles qui recevront des semences de la part de l'Iphd à l'image des écoles du département de la Bouenza, a-t-elle précisé.

Source : ACI

www.marchesafriains.fr

MARCHÉS Africains

TOUTE L'INFORMATION SUR L'ÉCONOMIE AFRICAINE

édition

CONGO

HORS SÉRIE N° 43 - Mai 2015

AFRICA OIL & GAS CORPORATION

1^{ER} GROUPE PÉTROLIER PRIVÉ CONGOLAIS

aogc-congo.com

Interviews

- Jean-Jacques Bouya :**
Ministre chargé de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux Grands Travaux
- Alain Akouala :**
Ministre des Zones Économiques Spéciales
- Antoine N'Gakosso :**
Directeur général de la Direction générale des Impôts et des Domaines
- Crespin Simedo Pereira :**
Associé et directeur juridique et fiscal EY Congo et EY RDC
- Fatima Beyina-Moussa :**
Directrice générale de la Compagnie aérienne ECAir et présidente de l'AFRAA
- Pierre Narcisse Loufoua :**
Directeur général du Groupe Africa Oil & Gas Corporation
- Christophe Guyant :**
Directeur général de Cotecha Congo
- Arnaud Noumazalay :**
Directeur général de SECURITZ-CONGO
- Sylvestre Didier Manvouenzela :**
Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie, d'Agriculture et des Métiers de Pointe-Noire
- Lazare Komé Noulékou :**
Directeur général d'Ecobank Congo
- Calixte Médard Tabangoli :**
Directeur général de la Banque Postale du Congo
- Wilfrid Albert Ossie :**
Directeur général d'Assurances et de Réassurances du Congo
- Éric Masbou :**
Directeur général de Gras Savoye Congo
- Dieudonné Ndinga Moukala :**
Directeur général des MUCODEC
- Louis-Marie Joachim Djama :**
Directeur général des Mines
- Frédéric Massalo :**
Directeur du Service de contrôle des produits forestiers à l'exportation
- Lambert Imbalo :**
Directeur du Service national du reboisement
- Clément Mierassa :**
Président du PSDC/Opposition

Référendum : que choisiront les Congolais ?

À PARTIR DU 20 MAI
DANS VOS KIOSQUES !

NECROLOGIE



Les familles Bokilo, Mondjo, Etoka, le colonel Bouesso Jean Florent et Jean Baptiste Ondaye annoncent le décès de leur belle fille, femme, mère et belle-mère madame Etoka née Bomengue Suzanne survenu le 1^{er} juin 2015 au CHU de Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au 24 rue Simon Kibangou au terminus Mikalou. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

EXPO DE MILAN

Lutter contre la faim par tous les moyens

Le ministre congolais de l'Agriculture et de l'élevage, Rigobert Maboundou, invite à quitter le terrain des intentions pour celui du concret : la faim implique des règles et les moyens de la combattre. C'est vendredi que le monde a célébré la Journée de l'environnement. Une occasion pour le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon de réaffirmer que les résultats obtenus dans la lutte contre la faim permettent d'espérer en une victoire mondiale possible. Il l'a dit dans un message vidéo adressé à l'Exposition universelle de Milan dont le thème est : « *Nourrir la planète, énergie pour la vie* ». Un thème qui est au carrefour des préoccupations pour une agriculture qui fournisse à manger et pour des énergies qui ne détruisent pas la planète. Un thème-carrefour qui était aussi, vendredi, au cœur des réflexions des 50 ministres de l'Agriculture rassemblés à Milan pour un forum.

Le secrétaire général de l'ONU rappelle les bons indicateurs que dégage aujourd'hui la lutte contre la faim: 216 millions de personnes en moins ont été touchées par ce fléau au cours de la dernière décennie. Mais il ne faut pas baisser les bras, car à l'orée 2050 la planète comptera 9 milliards d'habitants. Il faudra les nourrir. C'est à la recherche de la solution idoine que se sont attelés les ministres de l'Agriculture et des experts de 11 pays réunis à Milan vendredi. Ils se sont mis à l'écoute des expériences les plus prometteuses. « *Nous pouvons y arriver* », a dit le secrétaire général de l'ONU à propos de l'objectif 'zéro affamé'. « *Il nous suffit de collaborer ensemble* ».

Les chiffres de la FAO, l'organisation des Nations unies contre la faim et pour l'agriculture basée à Rome, indiquent en effet que le monde est désormais passé sous la barre des 800 millions d'affamés. À 795 millions de personnes qui souffrent encore de la faim aujourd'hui, il y a encore du chemin à faire mais la tendance est encourageante. D'autant que, souligne pour sa part le ministre Rigobert Maboundou, la faim dans le monde ne résulte pas d'un manque de nourriture, mais d'une mauvaise répartition et d'une mauvaise distribution.

Car si, comme le réaffirme le commissaire européen à l'Agriculture Phil Hogan, il faudra accroître les biens agricoles de 60% en plus pour les besoins des populations dans les prochaines années, il faudra le faire en menant une vision qui ne soit pas seulement mathématique. « *Les défis à affronter sont dans un nouveau rapport entre écologie et agriculture ; le soutien du revenu de l'agriculture familiale ; l'innovation au service des petits producteurs et des règles plus fortes pour garantir des marchés plus justes* », a insisté le ministre italien de l'Agriculture, Maurizio Martina.

Tout cela, a réajusté le ministre congolais de l'agriculture, va pourtant de pair avec une concrète volonté politique des pays du Nord et du Sud de la planète pour donner vigueur aux idées et projets. Or, a-t-il regretté, « *jusqu'ici on n'a pas apporté la réponse fondamentale : est-il possible d'éliminer la faim sans changer les paradigmes actuels ? On a beaucoup parlé de durabilité, mais peu de financements* ». Comme si le jeu consistait à seulement brasser des idées généreuses et non à descendre sur le terrain du concret.

Lucien Mpama

FRANCE-AFRIQUE

La revitalisation des relations économiques au menu de la Semaine africaine 2015

À l'occasion de la Semaine africaine 2015, l'ambassadeur du Congo en France, Henri Lopes, également doyen du Groupe africain des ambassadeurs bilatéraux, a invité, le 28 mai à l'Unesco, le président de la fondation AfricaFrance pour la croissance, Lionel Zinsou, à présenter cette nouvelle institution de coopération.

AfricaFrance, dont Henri Lopes a présenté l'acte de naissance, est née d'un groupe de travail composé d'Hubert Védrine, de Tidjane Thiam, de Jean-Michel Severino et Harim El Karoui, entérinée au sommet Paix et sécurité de l'Élysée en décembre 2013, par les chefs d'États africains et français.

Sa mission est de « *revitaliser des relations économiques entre la France et le continent africain, comme l'a montré le Forum franco-africain du 6 février 2015* », a déclaré Henri Lopes.

Daniel Kamelgarn, représentant Lionel Zinsou, est revenu sur la genèse de la Fondation AfricaFrance, qui rassemble des États, des entreprises, des collectivités locales, des associations, des établissements d'enseignement et de recherche, avec comme objectif de travailler ensemble dans des clubs sectoriels rassemblant aussi bien des opérateurs africains que français.

C'est une communauté, organisée à la manière d'un réseau social financée par des cotisations et contributions volontaires, dont la gouvernance est plutôt associative et privée. Il s'agit de susciter la collaboration de la société civile et de la société marchande, à l'appui des politiques publiques de développement.

Ses premiers programmes lan-

cés sont la formation, et ses objectifs vont vers l'emploi, la jeunesse, la femme et l'environnement. Ses méthodes, c'est le partenariat direct d'entreprise à entreprise, de métropole à métropole, de communauté rurale à communauté rurale, d'université à laboratoire. Parmi ses atouts de la Fondation, il a cité la diaspora africaine, les échanges gagnants-gagnants, réinventer les liens économiques France-Afrique, le partenariat dans le domaine numérique (e-learning 2.0 notamment).

L'Afrique digitale et l'explosion de la créativité

Daniel Kamelgarn s'est dit frappé par l'Afrique digitale : « *l'explosion de créativité dont l'Afrique a fait preuve, on peut imaginer; d'abord, une Afrique hyperconnectée avec une industrie numérique développée, ensuite, une population qui utilisera plus les tablettes et les téléphones que cela ne se fera sur d'autres continents* ». Le directeur de la Fondation AfricaFrance pense qu'« *on peut imaginer une multiplicité de Silicon Valley* » en Afrique. L'Association Africa France-Congo et la volonté commune de favoriser une croissance partagée

Le président de l'Association AfricaFrance-Congo pour une croissance partagée (2AFC),

Didier Mavouenzela a rappelé les objectifs de cette nouvelle « association miroir congolaise, née autour d'une volonté commune de favoriser une croissance à partager entre le Congo et la France » lancée le 14 mars, à Brazzaville et placée sous l'égide du ministre d'Etat en charge des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, Rodolphe Adada. Les objectifs visés sont: le renforcement de la relation économique entre la France et le Congo ; la structuration d'un tissu entrepreneurial congolais performant ; et la mise en place d'une communauté d'intérêt économique et des mécanismes susceptibles d'impulser une croissance durable entre la France et le Congo. Deux axes de travail ont été retenus : le portage par des entrepreneurs congolais d'entreprises françaises et le compagnonnage industriel ; et un volet additionnel qui est la formation.

Pour Didier Mavouenzela, « *on ne peut partager qu'une croissance que l'on génère ou que l'on est en capacité de générer. C'est pourquoi l'urgence pour notre association est de mettre nos entreprises en capacité de générer cette croissance* ». Pour y parvenir, il propose une mise en place des clusters, une soumission conjointe entreprises françaises/entreprises congolaises pour les appels d'offres.

Le Congo était représenté par le président de l'Association AfricaFrance-Congo pour une croissance partagée (2AFC), Didier Mavouenzela.

Noël Ndong

FRANCE

La ville de Paris lance sa nouvelle politique internationale

La ville de Paris met l'Union Européenne (UE) au cœur de sa nouvelle stratégie internationale, avec comme priorité le climat, l'inclusion sociale et l'innovation. La maire de Paris, Anne Hidalgo a procédé, la semaine dernière au lancement de sa nouvelle orientation internationale. Contrairement à son prédécesseur qui s'était focalisé sur des questions de droits de l'homme, Anne Hidalgo ambitionne de développer une diplomatie des réseaux des villes autour du climat, l'inclusion sociale et l'innovation, en mettant l'Europe au centre de sa politique internationale.

La maire de Paris explique que « *la création ou l'encouragement de réseaux déjà existants doit permettre de coordonner la politique d'investissement public, d'échanger les bonnes pratiques et aussi de lutter contre l'exclusion* ». Paris veut apparaître comme la « ville qui agit le plus à l'international ». Après la réunion des maires des plus grandes villes européennes, la ville de Paris va abriter, à l'occasion de la COP21, le « Sommet des 1000 maires » en décembre prochain.

La ville de Paris prévoit de poursuivre son soutien aux associations luttant contre le Sida, notamment en Afrique subsaharienne. La capitale française veut aussi faire connaître l'Europe. Sur une agglomération de 10,5 millions d'habitants, la ville de Paris abrite 2,2 millions d'âmes. Son budget s'élève à 8,2 milliards d'euros.

N.Nd.

SÉCURITÉ MARITIME

Lomé abritera un sommet de l'UA en novembre prochain

L'annonce intervient alors que le Golfe de Guinée connaît une recrudescence de piraterie : entre 2005 et 2015, au moins 205 attaques de navires par des pirates ont été enregistrées.

« *C'est un honneur pour le Togo de réussir le challenge de faire adopter à tous les pays africains une charte qui sera ensuite présentée au Conseil de sécurité des Nations unies* », a déclaré au début de la semaine le ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey. Le Togo veut jouer un rôle important dans cette guerre contre

le phénomène de la criminalité maritime. Lomé souhaite mobiliser l'ensemble des pays africains à adopter une stratégie commune de lutte contre la piraterie lors du sommet africain prévu du 2 au 7 novembre 2015.

Selon les experts africains, la zone côtière s'étendant du Sénégal à l'Angola est devenue la nouvelle plaque tournante de la piraterie maritime en Afrique. Ce sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine sur la sécurité maritime permettra au continent de

mettre un terme à la progression du phénomène.

La menace des attaques sur la mer du Golfe de Guinée est diffuse. Ces dernières années, les pays côtes ont assisté à la multiplication des pêches illégales et pollution de l'écosystème marin. Ces actes de criminalité menacent les activités économiques dans cette partie de l'Afrique. Au cours de cette rencontre africaine, les responsables du continent aborderont les questions liées à l'économie maritime et au développement des pays ouverts sur la mer.

Fiacre Kombo

Banque Congolaise de L'Habitat



Ouverture de votre **Agence BCH Moungali**

Croisement Avenue de la Paix / Rue Lekana Brazzaville

Agence ouverte:
du Lundi au Vendredi de 8H00 à 16H00
le Samedi de 9H00 à 12H00
Distributeur Automatique de Billets
disponible 24h/24



 www.bch.cg

Un vrai partenaire

AFRIQUE DE L'EST

Alpha Oumar Konaré désigné Haut représentant de l'UA pour le Soudan du Sud

L'ancien président du Mali, Alpha Oumar Konaré, a été nommé Haut représentant de l'Union africaine pour le Soudan du Sud, en vue du règlement pacifique de la crise qui sévit depuis deux ans dans le pays.



Alpha Oumar Konaré

D'après un communiqué de l'organisation panafricaine rendu public le 3 juin, cette décision de la présidente de la commission de l'UA, Nkossazana Dlamini-Zuma, a pour but de « renforcer la contribution de l'UA en vue de mettre un terme au conflit au Soudan du Sud et aux souffrances infligées aux populations civiles ».

La présidente de la commission a justifié ce choix par l'immense richesse et expérience dont dispose Alpha Oumar Konaré. Il a été notamment président du Mali de 1992 à 2002, ensuite président de la Commission de l'UA de 2003 à 2007 et président du Haut Comité pour l'Égypte entre 2013 et 2014.

Engagé depuis les premières heures pour les causes et les

idéaux panafricanistes, Alpha Oumar Konaré bénéficie d'un atout majeur dans la recherche

pacifique pour aider à la sortie de crise les différents protagonistes au Soudan du Sud plon-

gés dans la violence armée.

La nomination d'Alpha Oumar Konaré intervient au moment où le Conseil de sécurité de l'ONU se dit profondément « préoccupé par la situation sécuritaire et humanitaire au Soudan du Sud ». Dans ce contexte, les membres du Conseil ont fait part de leur inquiétude face à l'évolution de la situation dans ce pays, notamment la décision prise par le gouvernement d'expulser le représentant spécial adjoint du secrétaire général et coordinateur humanitaire de l'ONU au Soudan du Sud, Toby Lanzer.

Le Conseil a souligné qu'une telle décision, prise immédiatement après l'appel lancé par le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM), le 27 mai, avertissant que le Soudan du Sud était confronté aux pires niveaux d'insécurité alimentaire de son histoire, démontre « un mépris pour le sort de la population du pays ». Cette décision

prise de manière unilatérale démontre aussi le mépris du rôle essentiel joué par la communauté internationale, en particulier les Nations unies, dans la réponse à la crise humanitaire catastrophique au Soudan du Sud, estime l'ONU.

Pour ce faire, un appel a été réitéré au gouvernement de manière à ce qu'il prenne des mesures pour assurer la sécurité de tous les civils et des sites de protection des civils de la Minuss. Les membres du Conseil ont aussi demandé aux autorités de procéder rapidement à des enquêtes sur ces incidents et de traduire les auteurs de ces actes en justice. Ils ont souligné leur volonté d'imposer des sanctions contre ceux qui menacent la paix, la sécurité ou la stabilité du pays. Toutes les parties concernées ont été exhortées à mettre un terme aux actes d'intimidation et de harcèlement à l'encontre de la Minuss et du personnel humanitaire.

Nestor N'Gampoula

SÉNÉGAL

Première comparution d'Hissène Habré devant les juges africains

Les magistrats de la Chambre africaine extraordinaire d'assises chargée de juger l'ancien président tchadien, Hissène Habré, réunis ce mercredi 3 juin à Dakar, ont procédé à la vérification de l'identité de l'inculpé, et lui signifié ses droits. Ce dernier a gardé le silence durant l'interrogatoire.

« L'ancien président tchadien, Hissène Habré, a été extrait mercredi de la Prison du Cap Manuel aux fins de comparution devant le président de la Chambre africaine extraordinaire d'assises, le juge burkinabé Gberdao Gustave Kam, pour son interrogation préalable », a fait savoir la cellule de communication des Chambres africaines extraordinaires (CAE), citée par Xinhua.

Cette première comparution s'inscrit dans le cadre de la procédure préliminaire, en attendant le procès proprement parlé qui va s'ouvrir le 20 juillet prochain. Devant les juges africains mercredi, l'ancien président Hissène Habré a préféré ne pas répondre aux questions des juges, laissant la possibilité aux avocats de le faire à sa place. Hissène Habré est poursuivi par la justice africaine pour « crimes contre l'humanité, crimes de guerre et crimes de torture », dans le cadre d'un mandat de l'Union africaine confié aux CAE installées au Sénégal.

Cependant, les avocats de Habré continuent d'exiger la présentation devant les juges d'autres personnalités pour faciliter le bon déroulement de ce procès. La Cour africaine a promis faire venir certaines de ces personnes citées dans le dossier Habré. Entre temps, N'Djamena a jugé d'autres proches de l'ancien président pour leur participation dans les crimes commis entre 1982 et 1990, années de règne d'Hissène Habré.

Fiacre Kombo

BURUNDI

L'opposition a rejeté le médiateur de l'ONU

Saïd Djinnit, le médiateur des Nations unies nommé médiateur dans la crise burundaise par le secrétaire général Ban Ki-moon est récusé par les partis politiques du pays qui l'accusent de partialité.

Dans une lettre adressée au secrétaire général, l'opposition burundaise a demandé au patron de l'ONU de « désigner un autre médiateur » à la place de Saïd Djinnit. Les partis politiques de l'opposition reprochent à Saïd Djinnit d'avoir montré un penchant pour le gouvernement lors du dialogue qu'il a mené entre les deux parties pour désamorcer la crise burundaise.

En clair, l'opposition estime que l'envoyé spécial de l'ONU a jusqu'ici soutenu le principe d'un troisième mandat du président burundais Pierre Nkurunziza. Et cela depuis le sommet des pays de l'Afrique de l'Est consacré

le dimanche dernier à la crise dans ce pays. Pour tenter de résoudre cette crise, l'ONU a initié au cours du mois dernier des discussions entre les parties impliquées à savoir le camp présidentiel, l'opposition et la société civile, mais celles-ci sont restées dans l'impasse. Les principaux points auxquelles ces négociations achoppent portent, entre autres, sur l'arrêt des manifestations contre le président Nkurunziza et le retrait de sa candidature à la présidentielle.

L'actuel président burundais, il faut le noter, fait face à un vaste mouvement de contestation depuis l'annonce de cette candidature en fin avril dernier. Les violences qui s'en sont suivies se sont soldées par la mort de près d'une quarantaine de personnes. Devant cet état de choses, les pays de l'Afrique de l'Est ont décidé du report d'un mois et demi des élections. C'est ainsi que les

scrutins législatifs et communaux, censés se tenir le vendredi 5 juin avant la présidentielle le 26 juin, ont été repoussés à une date ultérieure.

Depuis lors, le Burundi est plongé dans une crise politique, née justement de la candidature contestée du président Pierre Nkurunziza à un 3^e mandat. L'opposition burundaise, estimant qu'une troisième candidature du président sortant est anticonstitutionnelle, avait appelé à manifester de manière discontinue contre le régime, provoquant une vague de violences susmentionnées et de répression de la part des autorités contre les manifestants. La situation s'était davantage compliquée suite à la tentative de coup d'Etat du 13 mai perpétré par le Général Godefroid Niyombaré, un ancien compagnon d'armes de l'actuel président burundais.

Nestor N'Gampoula

Groupe M

Recodis

Cabinet conseil et d'étude en sécurité

Tél: 06 602 15 68

E.mail: jacqueshemsson@yahoo.fr

Vous qui souhaitez mettre en vente un véhicule, un terrain ou tout autre bien.

Vous qui voulez percevoir de l'argent rapidement sans tracasseries et en toute anonymat, venez-vous faire enregistrer ;

Donnez les caractéristiques de votre bien et nous nous chargerons de vous mettre en contact avec des potentiels acheteurs.

Vous qui souhaitez vendre un bien rapidement à un prix raisonnable, vous qui recherchez un bien à un montant raisonnable, contacter nous et passez nous votre commande grâce à notre base de données et nous nous chargerons de trouver pour vous ce dont vous avez besoin.



BONUS YA MASOLO

**SEPELA JUSQU'ÀA...
300% BONUS YA LIBELA**

Recharge 200F, 500F ou 1000F et gagne
200%, 250%, 300% de bonus*
d'appels et Internet.

Bonus vers les numéros 04 et 05



Clairan Djiboy *Bonus valables jusqu'à 23h59



AIRFRANCE 
FRANCE IS IN THE AIR

AU DÉPART DE BRAZZAVILLE

PARIS

À PARTIR DE

509 400 FCFA TTC
A/R

AIRFRANCE KLM

WWW.AIRFRANCE.CG

Tarif aller/retour, achat au minimum 3 jours en avance, toutes taxes comprises et hors frais de service en date du 28/05/2015. Envolez-vous jusqu'au 27/06/2015 pour un séjour de 7 jours à 1 mois. Offre soumise à conditions et modifiable sans préavis. Renseignez-vous auprès d'Air France au 05 531 21 51 ou 22 281 27 19, de votre agence de voyages ou sur www.airfrance.cg

MET  **TOUT**
PREFABS

Qualité et développement Durable !

Logements pratiques prêts à l'emploi

Bâtiments en acier léger galvanisé

Bâtiments à systèmes modulaires

Bâtiments en acier structurel

Cabines Mobilier urbain

Bâtiment préfabriqués

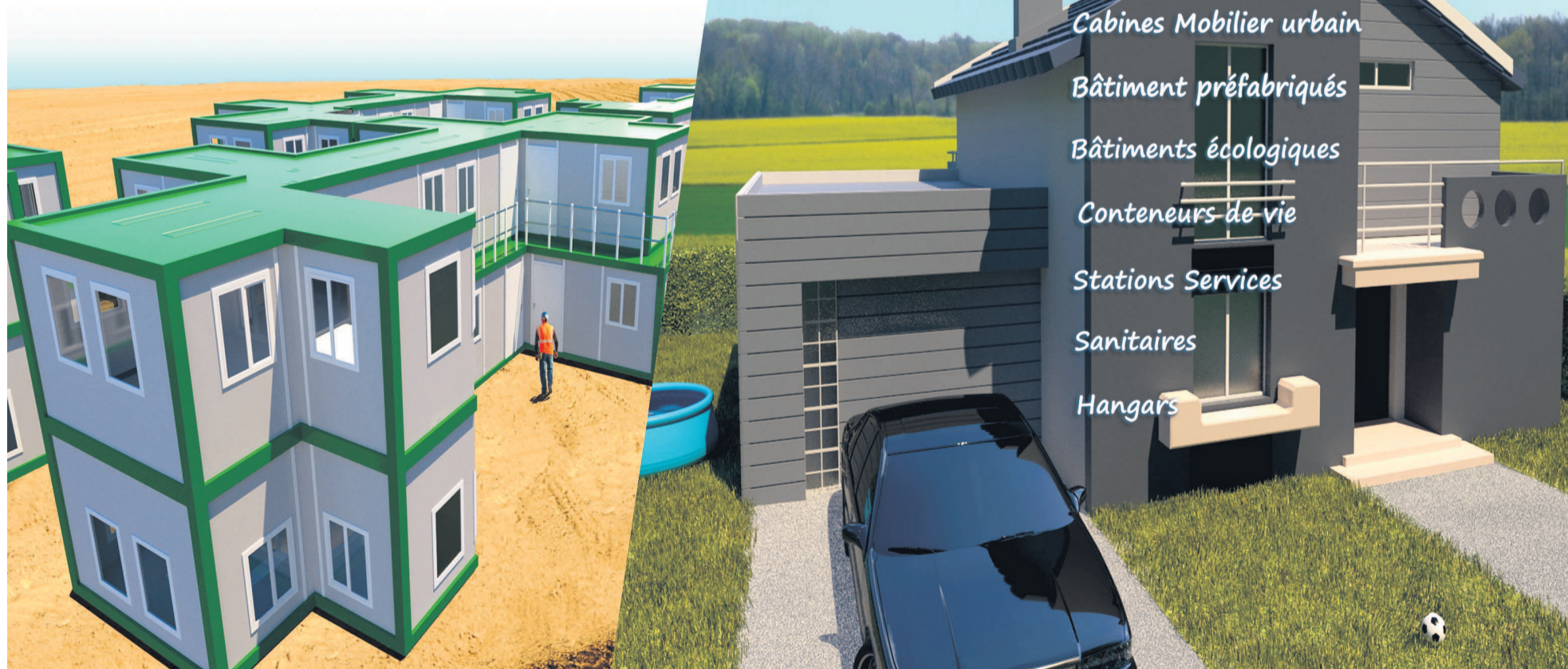
Bâtiments écologiques

Conteneurs de vie

Stations Services

Sanitaires

Hangars



Pointe-Noire Centre Ville - Avenue de Kimkambo (en diagonale de Servtec)

Tel : 06 9999 666 - 06 947 22 22

CINÉMA

«Plot for peace : complot pour la paix» projeté à Brazzaville

L'institut français du Congo a eu le privilège d'accueillir, le 3 juin, Jean Yves Ollivier venu spécialement de France pour présenter son film *Plot for peace : complot pour la paix*, qui retrace l'action déterminante qu'il a menée dans les années 80 pour faire bouger les lignes en Afrique australe.

Plot for peace : complot pour la paix dévoile le « complot » ayant conduit à la libération de Nelson Mandela à l'issue d'une négociation, scellée par le Protocole de Brazzaville du 13 décembre 1988. On se rappellera que ce dernier a apporté la paix à l'Afrique australe et ouvert la voie à la nouvelle Afrique du Sud.

« Le film a une connotation particulière parce que Brazzaville a joué le rôle essentiel et déclencheur non seulement de l'indépendance de la Namibie, du retrait des troupes cubaines de l'Angola, du retrait des troupes sud-africaines de l'Angola mais a également ouvert la voie à la fin de l'apartheid. Et c'est Brazzaville qui a servi de phare pour tout ce déblocage de la situation en Afrique aus-

trale et par conséquent la libération de Mandela », a signifié Jean Yves Ollivier.

Ce documentaire avait été projeté en février dernier à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du Protocole de Brazzaville, en présence des chefs d'État congolais, sud-africain, togolais et de plusieurs Prix Nobel de la Paix sans oublier de nombreux acteurs politiques, diplomatiques et sécuritaires de l'époque.

« Ce film nous touche personnellement. Jeune diplomate affecté en Afrique du Sud en 1977, j'ai connu l'apartheid et la réprobation alors croissante de la communauté internationale. D'abord entre les mains de la police du leader steeve Biko pour faire comprendre aux autorités sud-africaines



de l'époque d'aller et d'avancer pour que la Namibie accède à l'Indépendance », a témoigné Jean-Pierre Vidon, ambassadeur de France au Congo.

Jean-Pierre Vidon et Jean Yves Ollivier

Jean Yves Ollivier, habile négociateur de la paix, est un de ces hommes qui travaillent en silence afin de dépasser les obstacles politiques. Interlocu-

teur privilégié des grands de ce monde, il a œuvré sans relâche pour rapprocher les positions des dirigeants politiques et apaiser les tensions internationales et tisser des liens de confiance et d'amitié entre les hommes de pouvoir.

En 1987, il favorise l'échange des prisonniers entre l'Afrique du Sud et l'Angola sur le tarmac de l'aéroport de Maputo. En 1988, il contribue à la libération de quatre otages français du Liban. Cette même année, il participe à l'organisation de la rencontre de Kalahari entre dirigeants sud-africains angolais et mozambicains.

En 1995, le président Nelson Mandela le fera grand officier de l'ordre de bonne espérance alors que quelques années plus tôt, le précédent régime avait récompensé, dans le même ordre, son rôle dans la libération du capitaine Wynand du Toit détenu par l'Angola.

Hermione Désirée Ngoma

MUSIQUE

The Agency présente Stromae en concert le 10 juin à Brazzaville

La société congolaise d'événementiel que dirige Antonella Goma, promotrice de Brazza Festival, organise le 10 juin à Brazzaville, le concert live du célèbre artiste Stromae.

Le chanteur belgo-rwandais livrera, en effet, un concert en live le 10 juin au Palais des congrès de Brazzaville, dans le cadre de sa première grande tournée africaine. Afin d'ouvrir ce concert en beauté, The Agency, organisatrice de l'évènement propose en avant goût, une prestation du Groupe Embeaudah musik qui actuellement a le vent en poupe dans la capitale congolaise et une animation de DJ Loic. Ces prestations sont une manière pour The Agency de lancer avec faste ce live très attendu, avec une première partie à l'image des courants musicaux actuels du pays. Par la même occasion, elle propose une introduction qui ne saura déplaire à l'hôte de l'évènement et au public Brazzavillois.

Après Brazzaville, le chanteur de « Papaoutai » se produira en République Démocratique du Congo, où il est également attendu avec impatience le 13 juin. Sa tournée africaine aura pour point d'orgue le Rwanda. Cette étape sera considérée comme un retour aux sources, étant donné que le génocide qui a eu lieu dans ce pays en 1994 a occasionné l'enlèvement du père de l'artiste, souligne -t-on.

Stromae dont la tournée africaine avait été annoncée sur sa page facebook le 17 avril, a déjà séjourné au Sénégal, au Cap Vert, en Côte d'Ivoire et au Gabon. Le Congo-Brazzaville, la République Démocratique du Congo et le Rwanda sont ses prochaines destinations. Huit concerts couronneront la tournée de l'artiste dans huit capitales africaines en cinq semaines. Ces différents concerts se déroulent dans des stades, des théâtres de verdure ou sur des immenses esplanades. Signalons que les hits de cet artiste campent de nos jours la première place des tops et son talent domine la scène musicale européenne.

Durly Emilia Gankama

VIE ASSOCIATIVE

L'Association Jhony Chancel vole au secours des Albinos

L'Association Jhony Chancel, dans le cadre de ses actions d'aides aux personnes démunies, a procédé ce vendredi 5 juin à Brazzaville à une remise de don à des personnes atteintes de l'albinisme. Une trentaine d'enfants ont pu bénéficier de ces dons essentiellement de produits et de matériel de protection contre le soleil.

Une pléthore de participants a donné un cachet particulier à cette cérémonie. A côté de son partenaire la Fondation Ebina de Joe Washington, on pouvait noter la présence du président des albinos de la RDC, Mwimba Texas. La trentaine d'enfants qui ont pris part à cette cérémonie étaient entourés de leurs familles.

Le président Jhony Chancel a jugé primordiale l'aide apportée aux albinos, à travers ce don, mobilisé grâce à une quête auprès de ses amis.

Accomplissant ce geste au nom de son association, le président de l'association Jhony Chancel a signifié que l'indépendance, la participation, les soins, l'épanouissement personnel et la dignité, qui consacrent les droits des albinos, seraient à la base des objectifs pour lesquels son association se bat. Pour le président Jhony Chancel, il n'y a



Jhony Chancel entrain de remettre une crème plus un para soleil à un enfant albinos

rien de plus compatissant que de donner un peu du sien pour venir en aide aux albinos.

Les personnes albinos sont connues pour leur santé fragile, « Il ne se passe pas un an sans qu'un albinos ne meurt de cancer de la peau », a regretté le président Jhony Chancel. « Ces crèmes, sont très chères, les prix tournent autour de 60.000 FCFA l'unité, pour certains », a-t-il fait entendre.

Il a par ailleurs remercié Joe Washington Ebina qui l'a toujours soutenu depuis le début,

le ministre Thierry Mougalla qui n'a cessé de l'accompagner dans son combat et l'Ong Perspectives d'avenir qui a offert des bourses scolaires aux albinos. Il dit apprécier leur initiative et souhaite que ces gestes soient suivis par d'autres bonnes volontés.

L'association Jhony Chancel pour les albinos a été créée depuis 2013 et compte plus de 500 membres. Elle reste cependant ouverte à toute personne qui s'y intéresserait, a lancé le président.

Guillaume Ondzé

CETTE SEMAINE DANS **JEUNE AFRIQUE**

N°2839



www.jeuneafrique.com

EN VENTE CETTE SEMAINE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

CARNET ROSE

La famille de notre confrère Bruno Okokana, journaliste au quotidien *Les Dépêches de Brazzaville*, vient de s'agrandir avec la naissance le 1^{er} juin 2015 à 17h45 au Centre hospitalier universitaire (CHU) de Brazzaville, de deux enfants de sexes masculin et féminin. Les jumeaux qui pesaient à leur naissance respectivement 2,800kg et 2,850 kg ainsi que leur mère se portent bien. Le collectif des journalistes des Dépêches de Brazzaville souhaite une longue et heureuse vie aux nouveau-nés.



CAN 2017

Le Togo avec Adebayor et Ayité en retard mais présents, mais sans Agassa écarté

Les Eperviers sont à Lomé, presque au complet, pour préparer la réception du Liberia, le 14 juin. Tom Sainfiet, le sélectionneur belge du Togo pourra compter sur Adebayor, qui s'est « distingué » en rejoignant ses coéquipiers avec deux jours de retard. Même constat pour Floyd Ayité. Par contre, Kossi Agassa est écarté après un échange verbal avec le technicien belge. Le gardien de Reims a été remplacé numériquement par Fessou, ancien attaquant du Servette de Genève.

Les 23 Eperviers du Togo

Gardiens : Cédric Mensah (Colmar/France/3e division), Ayao Klomegan (AS Togo Port)
Défenseurs : Serge Akakpo (Horvela/Ukraine), Sadate Ouro-Akorika (Amazulu/Afrique du Sud), Djéne Dakonam Ortega

(Alcorcon/Espagne/2^e division), Alban Sabah (Dynamo Dresde/Allemagne/2^e division), Abdoul Gafar Mamah (Dacia/Moldavie), Mawouna Amevor (Go Ahead Eagles/Pays-Bas), Kossivi Nouwoklo (AS Togo Port), Donou Kokou (Maranatha)
Milieux : Komlan Améwou (Al Shaab/EAU), Prince Segbefia (Zorya Lugansk/Ukraine), Matthieu Dossevi (Olympiakos/Grèce), Lalawele Atakora (Helsingborg/Suède), Serge Gakpé (Nantes/France), Dové Womé (Supersport United/Afrique du Sud), Floyd Ayité (Bastia/France)
Attaquants : Jonathan Ayité (Alanyaspor/Turquie/2^e division), Camaldine Abrav (Free State Stars/Afrique du Sud), Emmanuel Adebayor (Tottenham/Angleterre), Backer Aloenouvo (Al-Karkh/Irak), Placca Fessou (Etoile Filante de Lomé)

Camille Delourme



Le lait de croissance des petits futés.



- Comme moi!

Blédilait Croissance au Combifer



COOPÉRATION CULTURELLE

Vers un approfondissement des relations entre les gouvernements nord-coréen et congolais



Le ministre de la culture et des arts du Congo, s'entretenant avec le chargé d'Affaires de la République populaire et démocratique de Corée

C'est ce qu'a déclaré Chloe Chol Su, chargé d'Affaires de la République populaire et démocratique de Corée, récemment, au sortir d'une audience avec le ministre congolais de la Culture et des arts, Jean Claude Gakosso

Au cours de cette audience qui s'inscrit dans le cadre de la coopération culturelle entre les deux pays, les deux hommes d'Etat ont fait le point des dossiers communs, notamment celui des bustes ou monuments des illustres personnages en fabrication dans ce pays ami. En effet, depuis toujours, ce sont les techniciens nord-Co-

réens qui fabriquent pour les monuments des personnages qui ont marqué l'histoire du Congo. Les derniers spécimens en date, déjà achevés et apportés à Brazzaville, sont sur le point d'être placés. Il s'agit entre autres, du monument du roi Makoko, de Massamba-Débat, de Stéphane Tchitchellé, d'Edith Lucie Bongo Ondimba, et de l'Arc de triomphe. Dans les prochains jours, les techniciens nord coréens devraient s'atteler à les poser dans les endroits que le ministère de la Culture et des arts choisira de connivence avec la mairie de Brazzaville.

Chloe Chol Su, a confirmé

la volonté du gouvernement de son pays à développer davantage la coopération avec la République du Congo. « *La République populaire et démocratique de Corée entretient des relations très étroites avec la République du Congo dans plusieurs domaines surtout dans le domaine culturel. J'ai discuté avec le ministre de la Culture et des arts, sur la manière de développer et renforcer davantage les relations existantes entre nos deux pays. J'espère que ces relations vont encore se renforcer et se développer au profit du peuple congolais* », a-t-il dit.

Bruno Okokana

MUSIQUE

Congo Culture à venir s'implique dans le projet « Hommage à Jacques Loubelo »

L'association Congo culture à venir que préside Eddy Ngombe est impliquée dans la réalisation, depuis le mois de janvier 2015, d'un album hommage à l'artiste musicien Jacques Loubelo. Ce grand chanteur congolais disparu en septembre 2013, chantre de la paix et de l'unité nationale, a laissé en héritage un répertoire dense et surtout une chanson chargée de symbole : Congo.

« A l'occasion du deuxième anniversaire de sa mort, nous avons donc souhaité transmettre à toutes les générations et à toutes les couches sociales, la valeur et la profondeur de ce chef d'œuvre national. Cette action associative est notre modeste pierre



à l'édifice de paix et de cohésion sociale ». A justifié Eddy Ngombe.

Pour ce faire, grâce à Jackson Babingui et Francky Mouler, plus d'une trentaine de musiciens résidant au Congo et à l'étranger ont été réunis sur le

morceau Congo qui est un deuxième hymne pour les Congolais. « *Tous étaient très impliqués pour porter en étendard l'amour de la musique congolaise* ».

L'association Congo culture à venir a vu le jour en 2014. Elle a pour but de vulgariser la culture et les arts du Congo ainsi que les actions nobles liées à la promotion de la culture congolaise « *Nous impliquer dans ce projet est une façon pour nous de reconnaître en Jackson Babingui l'idée de faire intervenir plusieurs voix et surtout de chanter. D'ailleurs l'association va à la rentrée organiser un spectacle pour cet artiste* ».

Hermione Désirée Ngoma

CHRONIQUE

La Journée mondiale du Bien-Être

On le constate çà et là, les salles de relaxation, de beauté ou de massage communément appelés SPA, essaient à travers le monde, plus particulièrement en Afrique pour le plus grand bien de notre hygiène physique. Et il faut l'avouer, cette initiative s'avère une véritable démarche préventive pour optimiser notre potentiel physique, intellectuel et émotionnel. Dans cette foulée, il a été lancé une journée mondiale du bien-être, cautionnée par les Nations unies qui sera célébrée le 13 juin prochain.

Créée par Belgin Aksoy (Directrice créative de Richmond Nua en Turquie, Meilleur Resort Europe Centrale 2015 au World Spa & Wellness Awards) et coordonnée en France et en Belgique par Jean-Guy de Gabriac (Fondateur de Tip Touch International et Wellness Ambassador), la Journée Mondiale du Bien-être (Global Wellness Day) sera célébrée le Samedi 13 juin 2015 dans plus de 30 pays avec de nombreuses activités gratuites dont des ateliers autour du mouvement (yoga, pilates, danse ...), des massages de bien-être, des ateliers de nutrition ou cours de cuisine simple, des conférences avec des auteurs et bien d'autres.

Cette journée mondiale promet d'être riche en couleurs car de nombreuses sociétés la soutiennent. Il faut savoir que déjà, le 20 mars 2012, l'Assemblée générale des Nations unies proclamait le 12 juillet 2012, Journée mondiale du bonheur et du bien-être, reconnaissant ainsi implicitement que le bonheur et le bien-être, en tant qu'aspirations universelles, devraient être pris en compte comme objectifs politiques.

La journée du 13 juin devient donc une opportunité pour faire découvrir ou redécouvrir le monde du « bien-être » à partir des stations thermales à l'instar de Saint-Malo en France qui proposera un programme d'animations gratuites, ouvertes à tous, tout au long de la journée pour bouger, marcher, courir, s'étirer, danser, prendre soin de soi et de ses proches, pour être mieux dans son corps et mieux dans sa tête.

Cette cérémonie qui sera célébrée désormais chaque année en France et dans plus de 30 pays, se résumera en une journée non commerciale du « bien-être » sous le signe de la joie pour motiver et inciter chacun à cultiver et développer son capital vitalité. Il s'agit tout simplement de faire prendre conscience à tous ceux qui n'ont jamais franchi la porte d'un spa, d'un institut de beauté ou d'un centre de remise en forme, que leur bien-être ne dépend... que d'eux-mêmes.

Bref, que l'on soit un institut de beauté, un spa urbain ou hôtelier, un centre thalasso ou un studio de yoga, tout le monde devrait participer à cette journée et organiser une porte ouverte pour faire découvrir ses activités et donner envie aux visiteurs de s'investir dans leur mieux être. Les pays participants actuellement inscrits sont : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie Saoudite, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Caraïbes, Chine, Chypre, États-Unis, France, Grèce, Inde, Italie, Japon, Lituanie, Malaisie, Maroc, Pologne, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Singapour, Suisse, Thaïlande, Turquie, Uruguay, Vietnam. Alors qu'attendez-vous pour vous aligner ?

La Journée Mondial du Bien-être, c'est aussi l'occasion idéale pour échanger avec des nutritionnistes ou prendre des cours de cuisine équilibrée, un corps sain, c'est un corps qui bouge et comme notre propre bien-être passe aussi par celui de nos proches, profitons de cette journée et bien entendu des autres pour apprendre.

Site Web : www.globalwellnessday.org

Ferréol Constant Patrick Gassackys

MINES

L'Asadho plaide pour des lois justes et effectives

Pour cette ONG, la protection légale des communautés est la condition sine qua non de l'exploitation des ressources naturelles du pays.

L'Association africaine de défense des droits de l'Homme (Asadho) a présenté, le 5 juin, au Centre Carter, à Kinshasa, son rapport d'enquête relevant les impacts des activités de la société minière Ruashi Mining sur la vie des communautés locales de Luano, Kalukula et Kawama, dans le Katanga. Ce document, qui rentre dans le cadre de la mise en œuvre du projet de loi type dans le domaine des mines, est le fruit de six mois de travail sur le terrain mené par les enquêteurs de cette ONG. Cette étude, à la suite des autres travaux menés dans ce secteur à travers le pays par cette ONG et d'autres acteurs aussi, a, en effet, révélé que la population s'est plus appauvrie qu'elle tire profit de ces projets miniers. Cette dernière a fait constater que la législation minière mise en place dans le pays et l'investissement réalisé dans le cadre du projet minier de Ruashi Mining n'ont pas intégré l'approche fondée sur les droits fondamentaux des membres des communautés établis sur le site d'exploitation minière. Ce, malgré certaines interventions sociales limitées en faveur des communautés locales. « En lieu et place du développement escompté par

les communautés locales avec le lancement des activités de Ruashi Mining Sarl, ce sont l'appauvrissement et les atteintes à leurs droits qui en sont résultés », a souligné l'Asadho. Cette ONG a notamment déploré l'absence de consultation et l'accès à l'information, la pollution de l'environnement, l'atteinte à la propriété privée et pertes des terres arables, la délocalisation sans compensation et juste indemnité, la marginalisation de la femme, l'atteinte au droit à la santé, au travail et au développement par manque de contenu local dans ce projet minier. À en croire cette association, la situation décrite est à la base des conflits récurrents entre la compagnie minière Ruashi Mining et les communautés locales concernées.

Une protection légale des communautés

Pour l'Asadho, l'adoption d'une loi modèle, émanation des communautés, qui intègre les dispositions pertinentes des instruments juridiques internationaux des droits humains, offrirait une meilleure protection des communautés. De l'avis de cette ONG, ces communautés doivent bénéficier de leur juste part dans la redistribution des dividendes. « En contrepartie et compensation de leurs espaces exploités par les investisseurs et des impacts négatifs qu'elles subissent, elles doivent être consi-

dérées comme parties prenantes dans tous les projets miniers », a conseillé l'Asadho. Dans les recommandations, l'Asadho a notamment demandé au gouvernement de la RDC de renforcer les mécanismes légaux pour garantir le respect de l'obligation de



Les responsables de l'Asadho

consultation et information des communautés concernées par l'exploitation minière, et de s'assurer que les consultations faites par les entreprises minières soient effectives, que les lois en matière minière soient respectées par celles-ci. L'Asadho a également exhorté à l'amélioration de la législation minière par l'introduction des dispositions qui font participer les communautés et entités décentralisées à toutes les phases de la gestion d'un projet minier,

et au renforcement des mécanismes de protection et de jouissance des droits fondamentaux des membres des communautés affectées par l'activité minière. Alors qu'elle a aussi sollicité du gouvernement, de s'investir dans les réparations des préjudices su-

bis par les membres des communautés dans l'exploitation des projets miniers, en général et celui de la Ruashi Mining, en particulier. Le parlement est appelé, quant à lui, d'entreprendre une enquête sur les impacts relevés par l'Asadho dans son rapport, d'en établir les responsabilités et d'exiger les sanctions et la réparation pour des victimes ; d'interpeller le gouvernement sur la gestion du secteur minier ; d'adopter dans les meilleurs délais, la loi portant révision du code minier, et d'in-

tégrer dans la loi, les dispositions qui protègent les femmes et les enfants affectés par l'activité minière.

L'ONG a, en outre, recommandé à l'entreprise Ruashi Mining, le dialogue social régulier avec les membres des communautés affectées par son activité minière et la société civile, afin de préserver la paix sociale. Cette société est également appelée à procéder, en collaboration avec la société civile et les autorités locales, à l'indemnisation des populations victimes, et à la délocalisation de celles-ci sur base des standards internationaux en la matière ; d'adopter et de développer une politique basée sur le genre en vue de favoriser l'épanouissement des femmes affectées par l'activité minière ; et de ne pas négliger les droits des communautés locales au profit de son exploitation.

Un appel est également lancé en direction de la Société civile pour l'encadrement et la formation des membres de communautés locales affectées par l'industrie minière, la vulgarisation des lois nationales et internationales sur les industries extractives et les droits de communautés ainsi que l'accompagnement et l'assistance de communautés affectées dans les revendications de leurs droits à toutes les étapes de la chaîne des valeurs de l'industrie minière.

Lucien Dianzenza

DIALOGUE

Martin Kobler de plus en plus cité comme probable facilitateur

Depuis avril dernier, l'institution onusienne se dit disposée à apporter ses bons offices pour un dialogue dans le cadre du processus électoral en RDC.

Les consultations politiques amorcées par le chef de l'État afin de baliser la voie à la tenue d'un dialogue national poursuivent leur bonhomme de chemin. Si pour les confessions religieuses et d'autres catégories sociales, le problème ne s'est véritablement pas posé au regard de l'affluence de leurs représentants observée au Palais de la Nation, il n'en est pas le cas avec les partis politiques et, particulièrement, avec ceux de l'opposition. Une frange importante de cette opposition continue d'évoluer en dehors du processus. Elle n'est visiblement pas prête à adhérer à la dynamique enclenchée pour laquelle elle n'y perçoit aucun intérêt. L'Union pour la démocratie et le progrès social continue à faire une fixation sur la médiation internationale, gage de la crédibilité dudit dialogue, à en croire ses responsables.

Plus tranchants, d'autres partis de l'opposition, et non des moindres, à l'instar de l'Union pour la Nation congolaise et du Mouvement de libération du Congo ont carrément rejeté ces consultations estimant



Martin Kobler

que la priorité devrait plutôt être accordée à la résolution des problèmes liés au calendrier électoral. Sur la même lancée, d'autres partis politiques du même bord qualifient ces pré-consultations de perte de temps et d'énergies estimant qu'il faille aller directement au dialogue, sans tergiversations. Face à cette situation, Joseph Kabila a vu sa marge de manœuvre réduite puisque devant composer avec du menu fretin, sans les grandes forces politiques de l'opposition.

Parmi les quelques rares partis politiques de l'opposition ayant

rencontré le président de la République, l'on peut citer, entre autres, le Rassemblement congolais pour la démocratie, le Mouvement pour le renouveau (MR) et le Parti travailliste. Toutefois, la pierre d'achoppement reste et demeure la nécessité de confier le dialogue à un médiateur international. Là-dessus, le patron de la Monusco Martin Kobler paraît recueillir l'assentiment général comme éventuel facilitateur chargé de la mission de bons offices. Face à la division qui mine aujourd'hui la classe politique par rapport à la tenue de ce dialogue, il apparaît comme l'homme qu'il faut eu égard notamment à sa maîtrise de la politique congolaise. Selon certaines indiscretions, le chef de l'État ne trouverait aucun inconvénient de lui confier la facilitation du dialogue. Rappelons qu'en avril dernier, l'institution onusienne s'était dite disposée à apporter ses bons offices pour un dialogue dans le cadre du processus électoral en RDC avec la coopération de la majorité présidentielle et de l'opposition.

Alain Diasso

ENJEUX DE L'HEURE

Les USA s'opposent à une nouvelle transition en RDC

Pour l'administration Obama, tout en étant d'accord avec le dialogue, celui-ci ne doit pas être un moyen pour s'éterniser au pouvoir au détriment de la Constitution.

Les États-Unis d'Amérique restent constants dans leur position vis-à-vis du processus électoral en RDC. Ils l'ont réitéré le 4 juin par l'entremise du secrétaire d'État adjoint à la Démocratie, aux Droits de l'homme et au Travail. Bouclant une visite de travail entamée dans les Grands lacs dans le cadre d'une conférence judiciaire ayant pour objectif de créer une synergie pour faire face aux défis sécuritaires auxquels se butent les pays de la sous-région, Tom Malinowski en a profité pour rappeler la position de son pays en rapport avec les enjeux politiques de l'heure en RDC.

Sans ambages, l'officiel américain avait déclaré au cours d'un récent point de presse tenu à Kinshasa que son pays était d'accord pour le dialogue mais que

celui-ci ne devrait pas constituer un moyen pour s'éterniser au pouvoir au détriment de la Constitution. Les propos du secrétaire d'État américain étaient on ne peut plus tranchants. Pour lui, « le dialogue devrait uniquement être concentré sur les problèmes électoraux et ne pas servir de prétexte pour retarder les élections ». Il a martelé sur le respect des échéances électorales de sorte qu'en 2016, le pays parvienne à une transition démocratique au sommet de l'État. « Les USA mettent en garde que le dialogue ne doit pas être une occasion pour passer à une nouvelle transition », a-t-il déclaré en substance. Dès lors, pense-t-il, le gouvernement devra se garder de prendre des mesures susceptibles de rendre cette transition difficile ou carrément provoquer un report. « La limite des mandats est bonne pour la démocratie et la stabilité », a estimé Malinowski avant d'ajouter qu'il faille « en finir avec l'ère des présidents à vie en Afrique et ailleurs ».

A.D.

SONDAGE

66% des Kinois favorables à la tenue du dialogue

Cette opinion favorable est animée par le souci d'éviter une crise post électorale en 2016.

À la suite de l'Église catholique, la majorité des Kinois serait favorable au dialogue initié par le président Joseph Kabila. De ce nombre sont notamment des sympathisants de l'opposition qui soutiennent l'idée en exigeant la présence d'une facilitation internationale. Pour cette catégorie des sondés, le dialogue national devrait permettre de baliser le chemin vers des élections apaisées. Le consensus politique s'imposerait alors comme une solution permettant de lever des grandes options pour la suite des événements en conformité avec les lois en vigueur.

Contrairement aux Concertations nationales, le nombre des Kinois intéressés par l'organisation du dialogue est estimé 66%. Ils abordent dans le sens des confessions religieuses et croient que l'initiative va baliser le chemin des élections libres et apaisées en 2016. Cette opinion favorable est animée par le souci d'éviter une crise post électorale en 2016 au moyen d'un dialogue franc entre les acteurs sociaux et politiques

devant aboutir à un Protocole d'accord, gage d'une élection présidentielle sans heurts. Cette catégorie « Pour » est notamment constituée des sympathisants de l'opposition représentant 14% des Kinois, dont 50% souhaiteraient aller au dialogue sous la médiation de la communauté internationale. Les membres de la majorité présidentielle estimés à 8% de la population kinoise affiche également une opinion favorable au dialogue à 75% tandis que la société civile, 11% de l'ensemble des Kinois, rassemble 55% d'opinion favorable. Le reste de la population (sans tendances politiques) qui constitue l'effectif le plus élevé de la population kinoise, soit 67%, est très favorable au dialogue (70%) et juge farouchement les anti-dialogue.

En effet, le reste de la population assure que le dialogue peut permettre d'éviter la détérioration de la situation sociopolitique. Car, note-t-elle, l'alignement de sept niveaux de scrutins dans le calendrier électoral global impose inévitablement un glissement. À ceci, cette catégorie ajoute le nébuleux découpage qui pose autant d'exigences financières que les élections et l'incapacité de la majorité des partis politiques de la RDC à



Les évêques de l'Église catholique reçus par le président de la République

participer à tous les scrutins. Le consensus politique s'imposerait donc comme une solution permettant de lever les grandes options dans le respect des lois de la République. Le contraire ferait basculer le pays dans un cycle infernal des violences.

Le sondage réalisé par l'institut Les Points révèle par contre que 21% des répondants sont intrinsèques quant à l'inopportunité du dialogue. Ils craignent que cela n'entraîne le glissement tant décrié par la population et en appelle plutôt au dialogue avec la

Commission électorale nationale indépendante et le Premier ministre pour se rassurer de la disponibilité des finances pour les différents scrutins. Ils notent, à cet effet, que la centrale électorale est indépendante vis-à-vis des institutions y compris la présidence de la République. Pour cette catégorie, toute tentative de dialoguer avec le chef de l'État risque d'aboutir à un gouvernement de transition synonyme de glissement.

Les anti-dialogue s'inscrivent dans la fourchette la plus basse du reste de la population sans ten-

dances politiques, soit 16% dont 43% des sympathisants de l'opposition; 12% des sympathisants de la majorité et 27% de la société civile. Bien que minoritaire, cette catégorie des répondants est très engagée et efficace en communication, surtout sur les réseaux sociaux. Très forte en propagande, elle distille facilement le message selon lequel la population n'adhère pas à l'idée d'un dialogue entre Congolais contrairement à la catégorie favorable au dialogue.

Jeannot Kayuba

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES

Lancement officiel du processus de révision de la stratégie nationale

L'auditorium de l'hôtel du fleuve Congo a servi de cadre au lancement officiel du processus de révision de la stratégie nationale de lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre.

La ministre du Genre, de la Famille et Enfants, Bijoux Kat, qui a procédé au lancement officiel du processus de révision de la stratégie nationale, a indiqué dans son speech que la lutte contre les violences basées sur le genre est effective et que quelques progrès sont déjà enregistrés.

Le processus de la révision de la stratégie nationale, a révélé la ministre, se déroule en plusieurs étapes. Il s'agit, entre autres, de l'état des lieux en juin; les études spécifiques sur les principaux gaps identifiés si nécessaires y compris le profil genre en juillet et en août; la mise en place d'une équipe restreinte pour une proposition de stratégie révisée; l'organisation des ateliers provinciaux pour améliorer la stratégie révisée; l'organisation d'un atelier national de validation de la stratégie; l'organisation d'un atelier de validation du plan d'action et du cadre de suivi en novembre et enfin la communication sur l'ensemble du processus. Elle a enfin appelé tous les acteurs à soutenir ce processus pour que la femme congolaise retrouve sa dignité.

La représentante de l'ONU Femmes en RDC, Mme Françoise Ngendahayo, a indiqué que les Nations unies restent attentives à la démarche du gouvernement et sont toujours au côté de l'exécutif congolais pour soutenir ses efforts visant à promouvoir le genre, les droits des femmes et des hommes et l'égalité des sexes. Elle est convaincue qu'une grande mobilisation autour de ce processus de révision prendre en compte les gaps identifiés, un cadre des résultats appropriés

et surtout une coordination efficace visant la convergence des interventions pour une meilleure efficacité.

Saluant l'approche du gouvernement d'impliquer suffisamment la société civile et, en particulier, les organisations féminines dans ce processus de révision, la représentante de la société civile a fait remarquer que la concertation avec les communautés est essentielle pour le gouvernement qui attend développer la démocratie participative à tous les échelons de la société jusqu'aux collectivités rurales de La RDC. « *Le dialogue permanent entre les composantes sociales intéressées permettra d'aplanir certaines difficultés qui pourront subvenir au cours de ce processus de révision* », a-t-elle déclaré. Elle a également évoqué les facteurs qui ont milité en faveur de la révision de cette stratégie nationale. Il s'agit, a-t-elle dit, de la faible appropriation de la stratégie de lutte contre les violences basées sur le genre par les acteurs concernés, la non-vulgarisation de la stratégie sur l'étendue du territoire national, l'attention particulière accordée aux violences sexuelles dans sa mise en œuvre au détriment des violences basées sur le genre qui sont visibles accompagnant d'importantes conséquences physiques sur les femmes, la non-mise en œuvre du plan national de la résolution 1325 du conseil de sécurité des Nations unies, la mise en œuvre sélective de la stratégie à l'Est et la mobilisation des ressources suffisantes et diverses sont fondamentales pour la réussite de cette stratégie

Mme Françoise Ngendahayo a réaffirmé enfin l'engagement de la société civile à accompagner le gouvernement tout au long de ce processus pour l'atteinte des résultats escomptés en vue d'une participation plus consciente des femmes à la mise en œuvre des projets et des programmes pour le développement.

Aline Nzuzi

AFRIQUE

128 milliards de dollars investis en 2014

C'est une progression spectaculaire de l'ordre de 136% par rapport à 2013, un niveau jamais atteint ces cinq dernières années. Il faut signaler le retour en force des investisseurs traditionnels parmi lesquels l'Amérique du Nord avec cent un projets en 2014, soit 14% du total, mais également le Moyen-Orient. Par région d'origine des investisseurs, l'Europe de l'Ouest et l'Afrique elle-même occupent les deux premières places.

Le cabinet international Ernst & Young a confirmé l'envolée de la valeur des investissements directs étrangers l'année dernière en Afrique malgré une diminution constatée du nombre de projets réalisés sur le continent. Cette étude intitulée « Africa Attractiveness Survey » associe une analyse des investissements internationaux à un sondage d'opinion mené auprès de plus de cinq cents chefs d'entreprises à propos du potentiel du marché africain. L'édition 2015 a été publiée le 2 juin à Johannesburg, en Afrique du Sud.

De l'analyse des chiffres, l'on apprend que la part de l'Afrique en nombre de projets a baissé de 8,4% en 2014. Mais elle est restée malgré tout au-dessus du niveau de 2008. Par contre, ces investissements ont représenté, en valeur, 128 milliards de dollars américains US, soit une progression de plus de 136% sur un an. C'est du jamais vu depuis que le cabinet Ernst & Young a lancé le premier numéro de son rapport, il y a cinq ans. L'Afrique tient la deuxième place comme destinataire du flux des investissements directs étrangers. La région vient juste après l'Asie-Pacifique. Même en termes d'emplois, le résultat est très

encourageant. « *Le nombre d'emplois générés par les IDE a augmenté de 68%, avec la création de 188 400 nouveaux postes en Afrique* ».

Bien entendu, il y a la question inévitable des pays les plus attractifs du continent africain. Selon le rapport, en ordre d'importance, les investisseurs étrangers ont manifesté un regain d'intérêt pour l'Égypte et le Maroc. Au total, la sous-région d'Afrique du nord a attiré plus de 22% des projets d'IDE en plus par rapport à 2013. En termes de flux vers l'ensemble de la région Afrique, cela a représenté plus de la moitié, soit 51%. Quant à l'Afrique subsaharienne, sa part, en nombre de projets investis, a baissé à 49% en 2014 contre 81% en 2013. Mais il y a une évolution intéressante sur la valeur de ces projets. En effet, la valeur de chaque projet dans la sous-région a plus que doublé. Au fait, elle est passée de 69 millions de dollars américains en 2013 à 175 millions par projet en 2014. Et les têtes de liste sont le Mozambique et l'Éthiopie avec une progression, respectivement, de 88% et 47%. Les autres économies attractives de la sous-région sont, entre autres, l'Afrique du Sud, l'Angola, le Nigéria, le Ghana et le Kenya.

Il est important de faire remarquer une montée en flèche des investissements intra-africains avec le phénomène d'expansion panafricaine des groupes sudafricains, nigériens, kenyans et marocains. En Afrique, cette catégorie d'investissement a représenté la deuxième plus importante source de flux d'investissements directs étrangers.

Laurent Essolomwa

CINEF

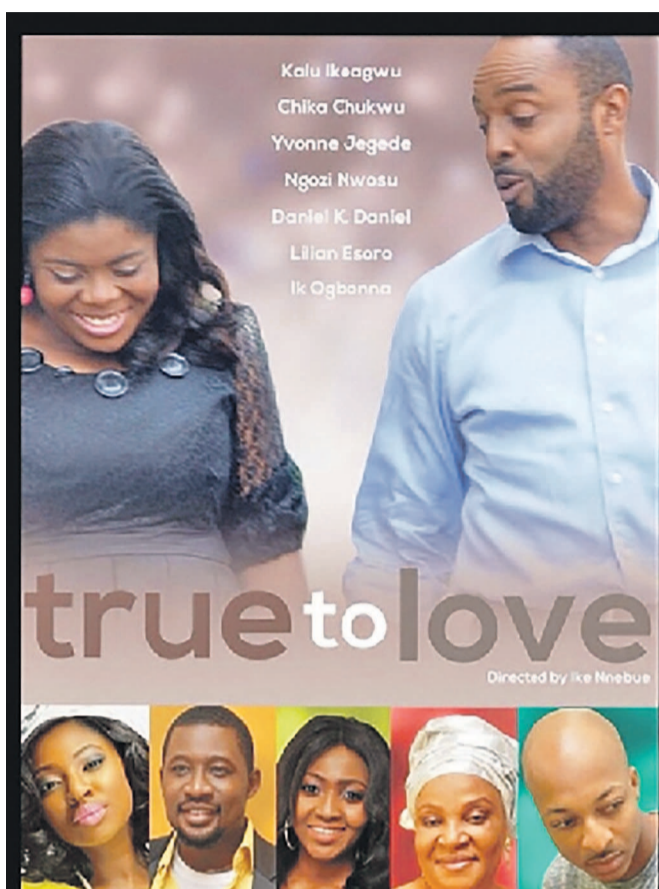
True to love, la grande première ce vendredi à Limete

La réalisatrice, productrice et actrice nigériane Andrea Chika Chukwu sort sa première production personnelle, le 5 juin, à la faveur de la deuxième édition du festival de l'Association des femmes cinéastes congolaises (AFCC).

« True to love a été inspirée d'une histoire vraie vécue par ma voisine à Lagos », a-t-on entendu dire la star de Nollywood. À l'occasion de la conférence qu'elle a tenue jeudi à midi sur la production de son film, Andrea Chika a affirmé : « Je n'imagine pas les récits de mes films. Je parle d'expériences personnelles et de celles des gens de mon entourage ». Ses propos ponctués par la projection en boucle de la bande annonce de True to love ont captivé l'attention de l'auditoire composé des étudiants en communication de la Faculté des lettres de l'Université de Kinshasa (Unikin).

À propos du tournage, de son premier film, Andrea Chika a fait savoir qu'elle l'a effectué en dix jours, de 9 heures à 17 heures. « Nous passions d'un endroit à l'autre avec souvent deux personnages, question de ne pas encombrer le plateau du tournage », a-t-elle expliqué aux étudiants visiblement intéressés par son discours.

Fière de présenter True to love à ce jeune public, elle a en quelques phrases évoqué le synopsis du film illustré par la bande annonce que l'assistance a pu revoir à la fin de l'entretien qui s'est entenu à des questions d'ordre général sur le cinéma. En effet, Andrea Chika a profité de la conférence pour certes parler de sa carrière, son expertise, ses performances actuelles, du cinéma nollywoodien mais aussi pour exhorter les jeunes à se jeter à l'eau. Partant de son expérience personnelle dont elle a évoqué les différents épisodes de ses débuts modestes en tant qu'actrice jusqu'à la production, elle a exhorté les étudiants à se servir déjà de leurs téléphones pour réaliser des petites séquences de films. Et de renchérir : « En 2015, tout le monde peut faire un film.



L'affiche de True to love

Il suffit d'avoir un téléphone iPhone, un iPad ou un android ». Puis de les encourager à se créer une vitrine à partir des ré-

seaux sociaux, elle a ici déclaré : « Je fais moi-même des petites vidéos que je poste sur You tube et je vous encourage à faire pareil et surtout à faire preuve de créativité. N'attendez pas que quelqu'un vous choisisse lors d'un casting. Facebook est gratuit, Instagram également, servez-vous en. Créez ». D'encouragement en encouragements, au-delà des astuces qu'elle a évoqués, Andrea a martelé sur ce fait : « Il faut d'abord avoir de la passion pour ce que vous faites. Car si vous avez la passion des faire des films, rien ne pourra vous arrêter tant que votre téléphone est chargé ».

Par ailleurs, fort de son expertise, elle a conseillé aux futurs cinéastes de préférer la comédie, le drame et le romantique au film d'action. Et de s'expliquer de la sorte : « Ici, en Afrique, vu nos moyens limités, il faut savoir que faire des films d'action exigent de gros moyens tout comme les films d'horreurs. Ils nécessitent notamment des maquillages coûteux et des effets spéciaux que nous ne pouvons pas nous offrir et donc, le mieux c'est d'être réaliste. Le quotidien nous donne la possibilité de créer plusieurs scénarios intéressants ».

Nioni Masela

ARTS MARTIAUX

Les Léopards karaté de la RDC préparent le championnat de la Zone IV

Le karaté de la RDC sera présent à deux grands rendez-vous africains, notamment le championnat de la Zone IV à Kinshasa en ce mois de juin et les Jeux africains de Brazzaville en septembre. Vingt-cinq athlètes dont dix-neuf garçons et six filles ont été retenus en équipe nationale et s'entraînent déjà pour ces compétitions.



Exhibition de karaté à Kinshasa

La ville de Kinshasa va abriter, du 22 au 28 juin 2015, le championnat de karaté de la Zone IV (Afrique centrale) du sport en Afrique. Cette compétition va se dérouler au Palais du peuple, indique des sources proches de la Fédération de karaté-do du Congo. Et la sélection nationale de karaté, les Léopards, a débuté sa préparation afin de participer à ce rendez-vous régionale.

Un premier groupe d'athlètes retenus s'entraîne déjà de lundi à vendredi de 16h30 à 18h30 dans la grande salle du Collège Boboto dans la commune de Gombe, sous la supervision de Me Mambona Zorro, directeur technique national et de Me Honoré Massamba Diambote, entraîneur national. Un deuxième groupe de karatékas travaillait déjà à Lubumbashi. Selon le programme de préparation, la jonction entre les deux groupes devrait avoir

lieu le 4 juillet à Kinshasa, alors que l'internement des athlètes est prévu dans la commune de N'Sele, en banlieue kinoise. Notons que cette préparation concerne également la participation du karaté congolais aux Jeux africains de Brazzaville qui auront lieu du 4 au 16 septembre 2015.

On retient que vingt-cinq athlètes constituent la sélection congolaise. Il s'agit des messieurs Paty Essasi, Bosiobola, Guelord Kilando, Muvelua Kalua, Patrick Ekinda, Fally Kalombo, Tchen Mubanga, Tshovo, Kabasele, Pandemoya, Kabengele, Fidèle Mulumba, Eva Mpoy, Lubbo Mukoka, Masasu, Nyamaseko, Nanikazeyimoko et Makengo. Les karatekas dames retenus sont Nancy Tshiaba, Françoise Kanku, Noly Malanda, Mamie Bilembo, Sarah Massamba et Tchafeffi Godée.

Martin Enyimo

PEINTURE

Les œuvres de Tshibumba Kanda Matulu exposées à Londres

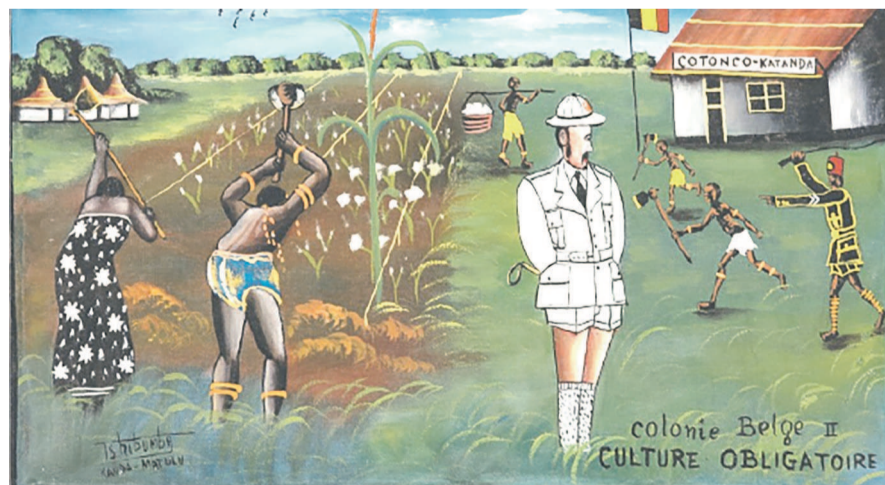
Les tableaux sont présentés à la Sulger-Buel Lovell Gallery jusqu'au 30 juin.

Débutée depuis le 27 mai, l'exposition qui est intitulée « 53 Echoes of Zaire: Popular Painting from Lubumbashi Democratic Republic of Congo » est organisée par Africa center de Londres et dévoilera une collection de cinquante-trois œuvres acquises par le regretté Pr Victor Bol. Ces œuvres ont été peintes par cinq artistes de la RDC, originaires de Lubumbashi : T. Kalema, C. Mutombo, B. Ilunga, Ndaie et Tshibumba Kanda Matulu. Ils font partie du mouvement des peintres populaires apparu à la fin des années 1960 en RDC. Ces derniers utilisaient des couleurs vives et des techniques particulières afin de dépeindre l'oppression coloniale ainsi que les luttes postcoloniales. Tshibumba Kanda Matulu était à l'avant-garde de ce mouvement. Il est l'auteur de plus de trente tableaux qui

1974 et 1976. Cette œuvre, composée de plus de cent peintures, a été commandée par l'anthropologue allemand Johannes Fabian.

Une collection remarquable

La collection d'œuvres de Tshibumba Kanda Matulu est remarquable pour sa cohérence, la qualité et sa contribution à l'histoire de la peinture populaire dans la région urbaine et industrielle du Katanga en République démocratique du Congo. Il est accompagné d'une documentation contemporaine. Les œuvres de Tshibumba Kanda Matulu ont été présentées dans des publications internationales, notamment « A Congo Chronicle: Patrice Lumumba in Urban Art », Museum for African Art, New-York, 1999-2009 ainsi que « 60 ans de Peinture au Zaïre », Joseph-Aurélien



Un tableau de l'artiste Tshibumba Kanda Matulu

seront présentés. Né en 1947 à Lubumbashi (Sud de la RDC), son œuvre la plus connue, intitulée « Une histoire visuelle du Zaïre », a été publiée entre

lien Cornet, Remi De Cnodder, Ivan Dierickx, Wim Toebosch, Bruxelles: Les Éditeurs d'Art Associés, 1989.

Patrick Ndongidi

SANTÉ

Des kits d'accouchement et médicaments essentiels remis aux parlementaires

Dans le cadre du Programme d'équipements des structures sanitaires (PESS) initié et financé totalement par le gouvernement, des kits d'accouchement composés d'une table d'accouchement, d'une boîte d'accouchement et des médicaments ont été remis aux parlementaires. Le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, a remis officiellement ces équipements sanitaires aux deuxièmes vice-présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Au total cinq cents kits d'accouchement à raison d'un kit par député et cent huit kits à raison d'un kit par sénateur ont été remis aux députés et sénateurs au bénéfice des femmes et des enfants de toutes les circonscriptions électorales de la RDC. Pour le Dr Félix Kabange Numbi, avec cette activité six cent huit centres de santé vont s'ajouter aux mille centres de santé et deux cent hôpitaux généraux de référence pris en charge par le gouvernement de la RDC, dans le cadre du PESS et dans lesquels mettre au monde ne sera plus un risque.

La remise de ces kits d'accouchement et médicaments s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement à lutter contre la mortalité infantile et mater-



Les lits d'accouchement remis aux parlementaires

nelle. Pour ce faire, le Dr Félix Kabange Numbi invite les députés et sénateurs à porter auprès de leurs bases respectives le message du gouvernement et du président Joseph Kabila Kabange sur sa détermination à améliorer la santé de la population congolaise. « Nous remettons auprès de deux bureaux notamment sur la santé de la mère et de l'enfant, le paludisme, le VIH-sida, la tuberculose, la vaccination, la lèpre,

Ébola et tant d'autres maladies. Prévenir vaut mieux que guérir et nous comptons sur la sensibilisation que vous ferez auprès de vos électeurs », fait savoir-t-il savoir.

Bien que des avancées soient réalisées dans le secteur de la santé, notamment dans la réduction de la mortalité infanto-juvénile qui est passée de 148 décès pour 1000 naissances vivantes en 2007 à 104 décès pour 1000 naissances vivantes en 2014, la mortalité maternelle est passée

de 1289 décès pour 100 000 naissances en 2001 à 846 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2014, le ministre de la Santé publique reconnaît qu'il ya des défis à relever parce qu'accéder aux soins de santé de qualité reste un chemin de calvaire pour de nombreux congolais. Pour permettre à tous les Congolais d'accéder aux soins de santé de qualité, il plaide pour l'accroissement de la part du budget réservé à la santé. Pour concrétiser son engagement dans la mise

en œuvre du cadre d'accélération de la réduction de la mortalité de la mère et de l'enfant, le gouvernement, fait savoir le Dr Félix Kabange Numbi, a octroyé en fin 2013 une première dotation spéciale de 85 millions de dollars américains au ministère de la Santé dans le cadre du programme d'équipement des structures sanitaires. « À travers cette première phase du PESS, le gouvernement vise la réhabilitation ou la reconstruction de 1000 centres de santé et de 200 hôpitaux généraux ». Le même programme vise également l'équipement de ces centres de santé en matériels médico-anatomiques.

Auparavant, le représentant de l'Unicef, Pascal Villeneuve, a au nom du groupe inter bailleur santé souligné que la mise en œuvre du PESS est une solution aux problèmes de santé que connaît la RDC. De ce fait, il félicite le gouvernement pour avoir pensé à mettre en place cet ambitieux programme et rassure le gouvernement de l'appui du groupe inter bailleur santé pour mobiliser les fonds. Le deuxième vice-président de l'Assemblée nationale, Kombo Kisi, a donné le coup d'envoi du deuxième du convoi des véhicules

Aline nzuzi

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE
POLITIQUE
RÉFLEXIONS
SPORT
SOCIÉTÉ
ART, CULTURE, MEDIA
INTERNATIONAL



CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



HUMEUR

École privée, le repos des enfants est aussi nécessaire

Nous le disons à cause de cette habitude qui est en train de prendre corps dans de nombreux complexes scolaires privés qui privent les élèves et apprenants de leurs congés scolaires. Ces écoles, multiplient « honteusement » des initiatives à travers des « Cours de remise à niveau obligatoires », « Cours de renforcement des capacités intellectuelles », « Cours d'éveil pour des élèves des classes de X et Y », etc.

Le principe en lui-même n'est peut être pas mauvais. Mais c'est ce rapprochement prompt qui n'est pas normal, car à peine sorti de huit (08) mois de scolarité, l'enfant ou l'élève a quand même droit à un petit repos même d'un mois, voire deux mois, avant de se lancer dans ces cours dits de « renforcements de capacités intellectuelles ou de remise à niveau ».

D'où ces interrogations : « Que cache ce comportement des écoles privées ? », « Est-ce réellement pour des raisons pédagogiques que ces cours sont organisés aussitôt l'année scolaire terminée ? », « Pourquoi les élèves doivent-ils déboursier les mêmes montants, même plus, pour être acceptés à ces cours ? ». Encore que pour attirer certains parents, des disciplines à dispenser sont intelligemment choisies, notamment les Mathématiques, les Statistiques, l'Informatique et l'Anglais.

Disons-le sans langue de bois car, il semble qu'au-delà de l'objectif pédagogique recherché, les raisons de ces cours sont lucratives. Que l'on veuille ou non, le repos est nécessaire pour un élève et vouloir l'occuper une semaine après son évaluation de fin d'année ne saurait être encouragé. Comenius, qui est à juste titre considéré comme le père de la pédagogie moderne, le reconnaît et parle aussi de l'école de la vie. En plus de l'école entre quatre murs, l'enfant est aussi appelé à changer d'air pour découvrir d'autres amis et d'autres environnements. Surtout à travers les colonies de vacances, les excursions organisées, les rassemblements juvéniles ou les voyages en famille.

La mémoire de l'enfant n'agit pas comme celle d'un robot programmé. Elle a besoin de se vider pour mieux se recharger lors de la prochaine rentrée des classes. Cessons donc de trop fatiguer la mémoire des enfants lors des vacances.

Loin de nous l'idée de condamner tous les établissements scolaires. Mais reconnaissons que ce comportement enfreint la petite liberté des enfants.

Pire encore, ces mêmes écoles sont parfois les premières à publier des calendriers de la nouvelle rentrée des classes en foulant au pied celui de l'État alors que l'organisation du système éducatif d'un pays relève de l'État. Si bien qu'il n'est pas exclu de voir des écoles démarrer l'année scolaire en août, d'autres en septembre alors que pour l'État le démarrage officiel des classes se fait en octobre avec, à la clé, trois mois de vacances.

Pensons-y !

Faustin Akono

EDUCATION

Zéphirin Nguié égaye les écoliers de Mongo-Mpoukou

Le maire du cinquième arrondissement de Pointe-Noire Mongo-Mpoukou, Zéphirin Nguié, a procédé vendredi 5 juin au siège de cet arrondissement à la remise de divers présents à plusieurs élèves des différentes écoles publiques de cet arrondissement en présence du personnel et des parents de ces élèves



Photo de famille de la cérémonie

Expliquant le rôle de ce geste, Zéphirin Nguié a expliqué que cela répond à une tradition de sa circonscription qui veut qu'il soit organisé chaque fin de trimestre ou d'année un geste de cette nature en vue d'encourager les élèves de Mongo-Mpoukou aux études. « En ma qualité de premier parent de cette circonscription, j'ai souhaité que ces cadeaux soient destinés aux élèves admis tout comme aux échoués, sans discrimination. Cela permettrait à tous d'obtenir de bons résultats », a-t-il indiqué.

Manifestant ainsi leur reconnaissance à l'administrateur maire de Mongo-MPoukou, Boboto Chritella et Jean Nicodème Makosso, respectivement écolière et parent d'élève, se sont exprimés en ces termes : « Ce geste devrait servir d'exemple à d'autres autorités publiques du département de Pointe-Noire parce que les écoliers sont des futurs cadres du Congo. Ils méritent donc une attention soutenue des représentants de l'Etat à différents niveaux ».

Séverin Ibara

BAC 2015

Le service des examens et concours incendié

L'annulation du baccalauréat, session 2015, a mis les candidats dans la rue. À Pointe-Noire, ces derniers ont pris d'assaut la direction départementale des examens et concours, le vendredi 5 juin aux environs de 7 heures. Ils ont mis le feu au bâtiment du service des examens et concours (SEC).

Ayant pris l'information, le préfet de Pointe-Noire, Alexandre

Honoré Paka, s'est rendu sur les lieux au moment où les éléments de la police interdépartementale du Kouilou et de Pointe-Noire et des éléments de la sécurité civile (sapeurs pompiers) étaient déjà en pleine action pour sécuriser ce qui pouvait l'être et éteindre le feu qui avait déjà brûlé presque la moitié du bâtiment.

Les témoignages recueillis sur place indiquent que ces élèves

étaient sortis des centres d'examens et d'autres écoles et se sont rués vers la direction départementale avec un seul objectif : faire la casse. Parmi les dégâts matériels enregistrés, il y a entre autres, le bâtiment du service des examens et concours qui abrite l'essentiel du matériel didactique qui a été à moitié rendu en cendres les copies corrigées du concours d'entrée en bème, de nombreux lots de cartons d'ouvrages de lecture, de mathématiques de collège et lycée collection Horizon d'Afrique qui devraient être acheminés vers d'autres départements comme le Niari, la Bouénza et autres. La salle informatique est brûlée, les diplômes, les extraits d'acte de naissance des élèves et d'autres pièces ont disparu sous les cendres sans compter la moto, don de l'Unicef à la direction départementale, qui a aussi été brûlée. Deux autres bâtiments, dont celui abritant le bureau du directeur, ont vu leurs portes dé-



Des sapeurs pompiers à pied d'oeuvre

foncées et des vitres des fenêtres cassées avec des dossiers jetés à même le sol.

Seul le bureau du chef de service examens et concours a été épargné de justesse grâce à la promptitude et à l'habileté des sapeurs pompiers. Bien que les portes ont été défoncées, on a pu retrouver intactes certaines feuilles des examens en quantité considérable, des dossiers très importants a-

firmé l'un des agents des services rencontrés sur les lieux.

Dans d'autres endroits de la ville, tels que le rond-point du quartier Roy, l'école primaire de Mâ-loango à Roy, l'école 15 août au quartier Matendé, des pneus ont été brûlés et quelques fenêtres cassées. En milieu de matinée, la vie avait repris son cours normal à Pointe-Noire.

Faustin Akono



Ouvrages brûlés et jetés à même le sol

Ecobank
La Banque Panafricaine



NOUS PORTONS À LA CONNAISSANCE DE NOTRE AIMABLE CLIENTELE L'OUVERTURE D'UNE NOUVELLE **AGENCE ECOBANK A TIE-TIE DEPUIS CE VENDREDI 22 MAI 2015**

SISE A ARRET SAVON en allant vers le rond-point TIE-TIE, Pointe Noire.



CETTE AGENCE DE PROXIMITE EST OUVERTE
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 A 16H00,
LE SAMEDI DE 9H00 A 14H00

La Direction Générale vous remercie pour la confiance que vous faites à notre institution.

LA DIRECTION GENERALE

TIMCO

EXPLOITATION FORESTIERE TRAVAUX PUBLICS MENUISERIE INDUSTRIELLE

OFFRES D'EMPLOI

TIMCO, Société à Responsabilité Limité Unipersonnelle (SARLU) dont le siège est à Brazzaville, est une menuiserie industrielle Congolaise. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons actuellement :

1-Un Chef d'Équipe Électromécanique H/F.

Profil recherché

- Diplôme : - BAC + 2 / 3 ou Ingénieur En Électromécanique
- Expérience Professionnelle : - 5 ans ou plus dans le secteur industriel
- Compétences Requises : - Capacité à maîtriser un ou plusieurs secteurs techniques : électronique, électricité, mécanique, hydraulique, pneumatique
- Capacité à lire et interpréter un plan ou schéma.
- Capacité à évaluer visuellement ou l'aide d'appareils une panne, une dérive, une anomalie.

2-Un Dessinateur Projeteur Métreur en Menuiserie H/F.

Profil recherché

- Diplôme : - BAC + 2 / 3 En Architecture ou Diplôme Équivalent
- Expérience Professionnelle : - 2 ans ou plus dans la conception ou éventuellement dans la construction des bâtiments.
- Compétences Requises : - Maîtriser les techniques de dessin industriel.
- Réaliser rapidement des calculs, des plans en respectant avec rigueur des

normes et un cahier des charges.
- Maîtriser le logiciel AutoCad (2 et 3D).

3-Des Menuisiers Débutants et Qualifiés

Profil recherché

- Diplôme : - BET/BEP/CAP/BAC Pro en Menuiserie ou Diplôme Équivalent
- Expérience Professionnelle : - Avec ou sans expérience dans la menuiserie.
- Compétences Requises : - Savoir lire et interpréter un plan, et pouvoir réaliser avec précision, à l'aide des machines disponibles, les coupes, les assemblages, les collages, les finitions pour obtenir les menuiseries décrites dans ce plan.

4-Responsable Qualité-Hygiène-Sécurité H/F.

Profil recherché

- Diplôme : - BAC+2 / 3 dans le domaine de la qualité ou de la gestion industrielle
- Expérience Professionnelle : - 5 ans ou plus dans le domaine industriel
- Compétences Requises : - Bien connaître les process de l'entreprise, ses flux et les technologies associées.
- Maîtriser les normes, la certification ou la labellisation choisie.

- Définir et négocier une politique QSE ou de management intégré.

5-Ingénieur Réseaux, Systèmes et Sécurité H/F.

Profil recherché

- Diplôme : - BAC+4 / 5 en Informatique de Gestion ou en Système et Réseau Informatique
- Expérience Professionnelle : - 5 ans ou plus dans le Domaine de l'informatique de gestion et système réseau
- Compétences Requises : - Installer, configurer, dépanner un parc informatique.
- Maîtriser les techniques nécessaires pour interconnecter les réseaux et les systèmes de télécommunication.
- Utiliser avec aisance les principaux logiciels utilisés dans l'entreprise : bureautique, bases de données CAO, GPO, DAO, etc.

6-Conducteur de Travaux en Menuiserie H/F.

Profil recherché

- Diplôme : - Bac+2 / Bac+3 Métiers du Bois ou des Bâtiments et Travaux Publics
- Expérience Professionnelle : - 5 ans ou plus dans le secteur de l'usinage de bois et de la menuiserie et de travail en production ou en pose.

• Compétences Requises :

- Avoir une vision globale des chantiers à entreprendre et connaître les matériaux, process de production, contraintes techniques et réglementaires pour organiser l'agencement.
- Anticiper d'éventuels problèmes de pose et rechercher les solutions techniques en amont - Assurer un dialogue permanent avec l'équipe, disposer de qualités relationnelles développées et un esprit d'équipe.

7-Commercial H/F.

Profil recherché

- Diplôme : - BAC+2 / 3 en marketing ou en management d'une grande école reconnue, dans les métiers du Bois ou dans les Bâtiments et Travaux Publics.
- Expérience Professionnelle : - 5 ans ou plus dans le secteur de l'usinage de bois et de la menuiserie ou dans la construction des bâtiments
- Compétences Requises : - Définir une politique et une stratégie commerciale avec la vision globale de l'entreprise à moyen terme.
- Connaître les styles de meubles, les techniques de production, les principaux fabricants et la concurrence.
- Élaborer le cahier des charges commercial (tendances, tarifs...) pour les nouveaux modèles.

8-Mécanicien H/F.

Profil recherché

- Diplôme : - BAC Pro en génie mécanique ou maintenance industrielle ou un équivalent.
- Expérience Professionnelle : - 2 ans ou plus dans la mécanique ou en maintenance industrielle dans une entreprise de fabrication.
- Compétences Requises : - Capacité de Participer à l'installation et à la fabrication des nouveaux équipements de production et autres équipements ou articles nécessaires à la gestion des opérations.
- Capacité à faire fonctionner, réparer et entretenir régulièrement le matériel et les équipements de production.
- Habilités en soudure, usinage conventionnel, pneumatique et hydraulique.

Le dossier devra obligatoirement contenir une lettre de motivation et un curriculum vitae détaillé, et doit être adressé à la Direction Générale de TIMCO, 29 rue Léon Jacob Mpila Centre Ville, B.P : 1041, Brazzaville-Congo ; ou par courriel à contact.solthy@gmail.com au plus tard le lundi 15 Juin 2015.

IN MEMORIAM



08 juin 2013 – 08 juin 2015
Voici deux (2) ans que Madame Mahoukou Evelyne était arrachée à l'affection des siens. En cette triste date d'anniversaire, ses fils prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.
Maman, nous ne t'oublions jamais !
Que le Père Tout-Puissant l'accorde le repos éternel !



05 juin 2009 – 05 juin 2015
Voici six (6) ans que notre père Félix Gaekou était arrachée à l'affection des siens. En cette triste date d'anniversaire, les enfants Coucou, Stany, Benvenuta et Elcira Gaekou prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.
Papa, nous ne t'oublierons jamais !
Que le Père Tout-Puissant l'accorde le repos éternel !

INSERTION LEGALE

CABINET D'AVOCATS R.A. PATRICIA BIGEMI, SIS A POINTE-NOIRE, 30, GRE ZINGA, EN FACE DE LA SOCIETE CODISCO, IMMEUBLE T.P.I., B.P. 5672, TEL. 22 294 07 32 / 05 530 25 24,05 707 36 34, REPUBLIQUE DU CONGO.

Vente sur saisie immobilière au plus offrant et dernier enchérisseur

A la requête de la Banque Commerciale Internationale, en sigle BCI S.A., au capital de 5.000.000.000 F.CFA, siège social sis à Brazzaville, Avenue Amilcar CABRAL, B.P. 147, RCCM 07-B-633, Tél. 22 281 58 33 / 22 281 58 34, représentée par Monsieur Serge TONDU, Directeur Général, domicilié à qualité audit siège social, ayant pour conseil, Maître Reine Angèle Patricia BIGEMI, auprès duquel, domicile est élu et qui s'occupera des présentes et de leurs suites.
Il sera procédé, le 20 juin 2015 à 11 heures, en l'audience des saisies immobilières du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire, siégeant dans la salle ordinaire des audiences, à la vente aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, en un seul lot un terrain contenant deux immeubles désignés ainsi qu'il suit :

DESIGNATION DE L'IMMEUBLE PRINCIPAL

- La propriété de Dame BOUSQUET Juliette Annette née BOUALINGUI, débiteur saisi, est sise à Pointe-Noire à l'angle de l'Avenue LIMANI LI NSI croisant la rue Julien NKOUTA TCHICAYA, Quartier MPITA/Plasco, Arrondissement n°1, Emery Patrice LUMUMBA, du côté opposé à l'agence OCI.
- La propriété, objet de la saisie immobilière est cadastrée ainsi qu'il suit :
 - Immeuble comportant une (1) villa R + 1, cadastré section M, Bloc - , Parcelle N° 436 bis A, superficie : 880,21 m², MPITA, objet du titre foncier n° 24361 ;
 - Cette villa moderne comprend :
 - Un bâtiment principal à étage R+1 ;
 - Un bâtiment annexe, à l'arrière ;
 - Une grande cour avec jardin ;
 - Une piscine d'environ 10 mètres sur 5 mètres ;
 - Une pièce pour se changer et des toilettes extérieures non loin de la piscine ;
 - Une bâche à eau
 - Une niche contenant un grand groupe électrogène ;
 - Une aire de stationnement ;
 - La villa est entièrement clôturée par un mur de plus de deux mètres ;

Le lot vendu comprend :

Un Bâtiment principal

- Au rez-de-chaussée : une terrasse, une seule pièce spacieuse circonscrite par des poteaux de soutènement et de décoration comprenant un séjour, une salle à manger, une cuisine et les marches ;
- A l'étage, sur une même allée : un appartement de deux (02) chambres à coucher avec une salle de bains sur une aile et l'autre trois (03) chambres à coucher comprenant chacune, une salle de bains et une terrasse.

Bâtiment annexe :

Construit en matériaux durables, il comprend une salle de bain et W.C. externes, une chambre à coucher, une buanderie et une cuisine.

MISE A PRIX

Outre les charges, clauses et conditions énoncées dans le cahier des charges dressé par Maître Patricia BIGEMI, Avocat à la Cour d'appel de Pointe-Noire, Conseil de la Banque Commerciale Internationale, et déposé au Greffe du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire, les enchères fixées à 5.000.000 F.CFA seront reçues, par ministère d'Avocat, sur les mises à prix suivantes : 250.000.000 F.CFA

Soit un total de mises à prix de : 250.000.000 F.CFA
Fait et rédigé à Pointe-Noire, le 22 mai 2015

Pour extrait
Maître Patricia BIGEMI

VATICAN

Le pape François à Sarajevo : ville lacérée par les divisions ethniques

Le chef de l'Église catholique était samedi à Sarajevo, en Bosnie Herzégovine, un pays qui tente de surmonter les blessures de la guerre de 1992.

Il y a quelques similitudes entre la ville de Sarajevo et certaines situations vécues par des villes africaines. Dans les années 1990, les craquements en Europe de l'Est annoncent l'écroulement de l'ancien bloc communiste (ou soviétique). La Yougoslavie se fissure : ancienne République fédérative, elle se déchire dans une guerre opposant Serbes, Croates et Bosniaques. Et aussi les religions. Aux côtés des musulmans, la Bosnie-Herzégovine est habitée par des chrétiens, dont une majorité est orthodoxe. Aujourd'hui encore les séquelles de la guerre sont visibles ; la présidence est collective et assumée par les représentants des trois communautés. Et cela semble fonctionner !

C'est à cette mosaïque de peuples et de croyances que le pape François, chef de l'Église catholique assez préoccupé de dialogue et de collaboration entre les religions, a dédié samedi son 8^e voyage apostolique (son 3^e en Europe). « *Je suis venu comme pèlerin de paix et de dialogue. Je suis heureux de voir les progrès accomplis, pour lesquels il faut remercier le Seigneur et de nombreuses personnes de bonne volonté. Mais il est important de ne pas se contenter de ce qui a été réalisé jusqu'à présent, mais de chercher à faire d'autres pas afin de renforcer la confiance et de créer des occasions en vue d'accroître la connaissance et l'estime mutuelles* ».

Ce discours a semblé plaire à toutes les communautés ; le pape se tenant à équidistance entre elles, et ne donnant pas le sentiment de s'être plus particulièrement déplacé pour les seuls chrétiens ni même pour les seuls catholiques. Il a mis en garde contre la tentation de replonger dans les dissensions violentes dont la Bosnie-Herzégovine est devenue le symbole, à la fois pour sa violente guerre, la première du continent européen après la Deuxième guerre mondiale, mais aussi pour les efforts de reconstruction. Commentant les Évangiles du jour, le Souverain pontife a soutenu : « *en notre temps aussi, l'aspiration à la paix et l'engagement pour la construire s'affrontent par le fait qu'il y a dans le monde de nombreux conflits armés. C'est une sorte de troisième guerre mondiale livrée par morceaux ;... un climat de guerre* ».

Un peu tard, dans le courant de l'après-midi, le pape a aussi rencontré les prêtres catholiques mais aussi les différents responsables religieux (orthodoxes, protestants, juifs et musulmans). Dans un exercice qu'il affectionne particulièrement, il a réaffirmé la validité du dialogue entre les religions, « *pas seulement une discussion sur les grands thèmes de la foi, mais une conversion sur la vie humaine* ». Au moment où la violence religieuse s'acharne notamment contre les chrétiens dans le monde, il a rappelé que « *le dialogue interreligieux ne peut pas se limiter aux seuls responsables des communautés religieuses, il devrait s'étendre autant que possible à tous les croyants, impliquant les diverses sphères de la société civile* ».

Lucien Mpama

DÉBAT

Regard critique sur la profession de journaliste

Soucieux de voir leur profession prospérer, et contribuer au développement du pays, comme partout ailleurs, les journalistes congolais ont échangé, le 6 juin à Brazzaville.

De nombreux journalistes, évoluant aussi bien dans la presse publique que privée, ont répondu présents à cette rencontre co-organisée par le Réseau panafricain des journalistes que dirige Adrien Wayi Lewi, l'Association des éditeurs de presse

4^e pouvoir au Congo. « *Votre métier est le plus puissant au monde, tous les philosophes se sont intéressés à ce métier* », a reconnu le professeur Grégoire Léfouoba, invité en sa qualité de consommateur des médias. Témoignant comme gestion-



Une vue des conférenciers, responsables d'organes de presse (photo adiac)

du Congo de Joachim Mbanza et l'Observatoire congolais des médias (OCM) de Bernard Mackiza.

À la lumière du monitoring de la presse congolaise, Bernard Mackiza a brossé un tableau critique de la presse congolaise. Un exposé appuyé par des témoignages de quelques chefs d'organes qui, unanimement ont reconnu « l'image ternie du

naires d'organes de presse, Émile Gankama, directeur des Rédactions du quotidien « *Les Dépêches de Brazzaville* » ; Joachim Mbanza, directeur de publication du journal « *La Semaine Africaine* » ; Jean Obambi, directeur général de « *Télé Congo* » et Sébastien Dzéba, directeur de publication de « *La Griffes* », ont tous dénoncé et déploré le manque de profession-

nalisme de certains de leurs confrères.

D'un intervenant à un autre, en toute liberté, le strict respect des règles déontologiques et éthiques a été soulevé en vue de recadrer cette profession. « *Notre liberté doit s'exercer dans la responsabilité, parce que nous avons des comptes à rendre au public, auprès de qui nous devons cette responsabilité* », a lâché Etienne Pérez Epagna.

Quand des journalistes se lancent des invectives

En effet, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et décidé à la convocation de cette rencontre est, entre autres, la guerre que se livrent actuellement les éditeurs des journaux privés Le CHOC et La Voix du peuple.

Dans les dernières parutions de ces deux titres, les deux responsables ont publié, chacun, des articles dont les contenus sont émaillés d'attaques directes et personnelles avec à la clé la mise en exergue des défauts physiques, des défaillances professionnelles, etc. Pour protéger le métier, et mettre un terme à ces manquements, Jean Pierre Goma a suggéré qu'un ordre de journalistes soit mis en place à l'image des ordres qui régissent certains corps de métiers. Ceci, afin de barrer la voie aux personnes non formées qui ternissent l'image de cette noble profession.

Firmin Oye

RÉFLEXION

La dernière chance de l'Europe ?

La grande presse n'est pas toujours la mieux informée et, par conséquent, la mieux à même de décrypter les événements en cours ou à venir de par le vaste monde. Si bien que tout observateur averti se doit de dépasser les médias de grande information et d'aller chercher les analyses là où on ne les attend pas.

En voici une preuve, relevée parmi bien d'autres.

Dans un livre qui vient de paraître à Paris, l'ancien président de la République Française, Valéry Giscard d'Estaing, dit, à haute et intelligible voix, l'inquiétude que suscite l'évolution actuelle de l'Union européenne. Intitulé « *Europa. La dernière chance de l'Europe* » (1), cet ouvrage détaille sans complaisance les raisons de l'enlisement d'une communauté qui avait tout pour devenir une grande puissance mondiale, mais qui se transforme au fil des ans en une Tour de Babel sans autorité, ni capacité d'influence.

Relayé par une interview que publie la revue trimestrielle *La Cohorte*, organe

de la Société des membres de la Légion d'honneur, le jugement porté par l'un des hommes d'État qui connaît mieux que personne la problématique européenne peut être résumé dans les deux phrases suivantes :

° La première : « *L'esprit initial du Traité de Maastricht a été perdu de vue alors que le texte prévoyait des avancées importantes... Si l'entrée en vigueur de la monnaie unique a permis à l'Europe de voir le jour, nous sommes encore loin d'avoir une politique économique et budgétaire commune* ».

° La deuxième : « *L'erreur qui rend aujourd'hui l'Europe si difficile à gérer est l'entrée d'un grand nombre de pays dans l'Union après la chute du Mur de Berlin, sans qu'ait eu lieu la préparation indispensable. Ces élargissements ont été trop rapides* ».

Pour sortir l'Europe de l'impasse dans laquelle elle s'enferme inexorablement, Valéry Giscard d'Estaing préconise dans son livre une solution aussi simple que difficile et délicate à mettre

en œuvre : constituer un petit groupe de pays décidés à « *franchir une nouvelle étape de l'intégration européenne* ». Idée simple qu'il résume en ces termes : « *Pour être clair, il s'agit des États qui ont accepté de participer à la création de la monnaie européenne, qui sont acquis à l'idée de lui donner son complément d'intégration et qui connaissent un niveau de développement économique et social et une fiabilité de leurs institutions juridiques qui rendent cette option vraisemblable* ».

Le schéma d'une Europe à deux vitesses proposé par l'ancien chef d'État est a priori séduisant car il peut, en effet, résoudre les problèmes que l'élargissement trop rapide de l'Union Européenne vers les pays de l'Est a générés au lendemain de l'effondrement de l'Union soviétique. Mais s'il est retenu, il sera infiniment plus difficile à mettre en place que ne le pense et ne le dit Valéry Giscard d'Estaing. Pour la simple raison que la méfiance ne cesse de grandir entre les peuples du Vieux continent et que l'on voit mal comment leurs dirigeants se résigneraient à cou-

rir le risque d'une remise en cause des structures existantes.

Ce qui est certain, en revanche, c'est que si les Européens ne parviennent pas rapidement à surmonter les obstacles qui bloquent leur avancée sur la voie de l'union politique, leur communauté se désagrègera. Une telle perspective est certainement à l'origine de la politique menée par la Russie qui vise à reconstituer un cordon sanitaire sur ses marches occidentales, mais aussi de la politique menée par les États-Unis qui vise, elle, à renforcer sa tutelle sur un Vieux continent jugé incapable de coordonner ses actions dans le domaine stratégique.

Dans un pareil contexte, la proposition formulée par Valéry Giscard d'Estaing, aussi séduisante soit-elle sur le plan intellectuel, relève de la quadrature du cercle !

Jean-Paul Pigasse

(1) Valéry Giscard d'Estaing : « *Europa. La dernière chance de l'Europe* ». Préface d'Helmut Schmidt. XO Editions.